

KAZAKHSTAN

Puissance moyenne,
géant en devenir

Pascal LOROT
Pierre VERLYCK

LES NOTES STRATÉGIQUES

Adressées aux acteurs économiques, institutionnels et politiques mais aussi à un public averti, les Notes Stratégiques de l'Institut Choiseul ont vocation à analyser et éclairer les principaux débats économiques, sociaux et politiques sous le prisme des ruptures géopolitiques et géoéconomiques à l'œuvre dans le monde contemporain.

KAZAKHSTAN

Puissance moyenne, géant en devenir

Pascal LOROT

Président de l'Institut Choiseul

Pierre VERLYCK

Conseiller du Président de l'Institut Choiseul

À propos des auteurs :

Pascal Lorot est le Président de l'Institut Choiseul. Il fut notamment membre du Collège de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) où il avait été nommé par le président Jacques Chirac, chef économiste du groupe Total, conseiller du ministre de l'Économie et des Finances ou encore conseiller du président de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD, Londres). Parallèlement à la présidence de l'Institut Choiseul, Pascal Lorot a été nommé au printemps 2019 par le président de la République Emmanuel Macron Représentant spécial de la France pour l'Asie centrale - fonction (pro bono) qu'il a exercée jusqu'à l'été 2023. Auparavant, il a occupé les fonctions de Commissaire général de la France pour l'exposition internationale d'Astana (Kazakhstan, été 2017), nommé par Monsieur François Hollande, alors président de la République. Pascal Lorot est docteur en économie et docteur en science politique et, par ailleurs, l'auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages portant sur l'économie, la géopolitique et les questions stratégiques.

Pierre Verlyck est conseiller du président de l'Institut Choiseul et directeur conseil chez Choiseul Advisory. Spécialiste des politiques publiques, notamment dans le domaine du numérique, il a travaillé au ministère de l'Économie. Il a également été directeur général d'une entreprise à impact social de formation au numérique. Pierre Verlyck est diplômé de l'École d'affaires publiques de Sciences Po, qu'il accompagne aujourd'hui en tant que membre de jury.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Neuvième plus grand pays du monde en termes de superficie (2 724 900 km²), bordé par la mer Caspienne, le Kazakhstan s'étend sur des terres vastes et riches en ressources naturelles, occupant une position géographique stratégique en Asie centrale. Le pays partage environ 13 000 km de frontières terrestres avec la Russie, la Chine, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Sa frontière avec la Russie s'étend sur plus de 7 500 km, ce qui en fait la deuxième plus longue frontière du monde, juste derrière celle séparant les États-Unis du Canada. Avec une population comprenant plus de 120 groupes ethniques, le Kazakhstan est principalement composé de Kazakhs (70 % de la population), tandis que les Russes représentent 15 %, suivis notamment des Ouzbeks (3 %), des Ukrainiens (1,9 %) et des Ouïghours (1,4 %). Capitale du pays depuis 1998, Astana accueille 1,4 million d'habitants, ce qui en fait la deuxième ville la plus peuplée derrière Almaty, ancienne capitale aux 2,2 millions d'habitants.

Depuis son indépendance en 1991, au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique, le Kazakhstan a connu une transformation significative tant sur le plan économique que politique et une trajectoire de modernisation singulières à bien des égards.

Aujourd'hui première puissance économique d'Asie centrale, le Kazakhstan connaît une croissance économique soutenue depuis le début des années 2000, portée notamment par le dynamisme de son secteur énergétique. Représentant 70 % des flux d'investissements directs étrangers en Asie centrale, le pays suscite l'intérêt des investisseurs internationaux du fait de ses ressources naturelles abondantes et de son potentiel dans plusieurs secteurs d'activité. Sur le plan politique, l'élection en 2019 du Président Kassym-Jomart Tokaïev a marqué le début d'une nouvelle ère de réformes majeures pour cet État d'Asie centrale. La dynamique de réformes tant politiques qu'économiques traduit la volonté du pays d'accélérer ses efforts de modernisation, de saisir les opportunités offertes par la mondialisation et l'intégration des chaînes de valeur internationales, et de consolider toujours plus sa stature sur la scène régionale et internationale.

Au niveau international, le Kazakhstan s'est positionné, depuis son indépendance, comme un chantre du multilatéralisme, soucieux de contribuer à l'agenda global. Loin d'être isolé, le pays a développé de nombreux partenariats bilatéraux et multilatéraux, s'intégrant dans une politique étrangère dite « multivectorielle ». Le Kazakhstan s'est appuyé sur ces partenariats diversifiés pour soutenir le développement de son économie, identifier de nouveaux sentiers de croissance et renforcer son autonomie. Aujourd'hui encore, la République du Kazakhstan déploie une diplomatie proactive et volontariste, comme l'illustre son engagement au sein de nombreuses instances de coopération régionale et internationale.

À cette aune, la présente note stratégique a pour ambition d'offrir une analyse des principales mutations qui traversent l'économie et la société kazakhstanaïses. Elle se concentrera en premier lieu sur le positionnement géostratégique du Kazakhstan, devenu chemin faisant la première puissance économique d'Asie centrale. Elle examinera dans un deuxième temps les réformes initiées depuis 2019 en faveur de la modernisation du pays ainsi que les défis qui se profilent à l'horizon pour la première puissance centrasiatique. Elle examinera enfin plus précisément le positionnement du Kazakhstan sur la scène internationale et le rôle proactif qu'il entend jouer dans le concert des nations.

CHAPITRE 1

LE KAZAKHSTAN, PREMIÈRE PUISSANCE ÉCONOMIQUE D'ASIE CENTRALE

01

1. Un positionnement géographique stratégique

Le Kazakhstan occupe une position géographique stratégique en Asie centrale, jouant un rôle de premier plan dans les dynamiques régionales et internationales. Au XIXe siècle, la région fut le théâtre de nombreuses rivalités géopolitiques entre les grandes puissances de l'époque, engagées dans un « Grand Jeu ». Expression popularisée par l'écrivain britannique Rudyard Kipling (1865-1936), le « Grand Jeu » renvoie à la rivalité pour le contrôle de l'Asie centrale entre l'Angleterre victorienne et la Russie tsariste, alors engagées dans une lutte pour le contrôle et une influence renforcée dans la région. Cette rivalité était motivée par divers facteurs : si les Britanniques avaient pour ambition de protéger la route commerciale vers l'Inde, les Russes aspiraient quant à eux à étendre leur influence au Sud et à consolider leurs frontières. Aujourd'hui, si les Empires britannique et russe ne sont plus, l'Asie centrale demeure à l'intersection des intérêts géopolitiques et économiques des grandes puissances telles que la Chine, les États-Unis, l'Union européenne et la Russie, suscitant en outre l'intérêt de puissances émergentes à l'image de la Turquie.

L'Asie centrale est de fait un centre d'attention majeur pour les grandes puissances en raison de ses vastes ressources énergétiques et minérales. La région regorge de riches gisements de pétrole, de gaz naturel et de minerais, en faisant ainsi un acteur clé sur l'échiquier mondial des matières premières. Le potentiel économique et stratégique de l'Asie centrale a suscité la recherche de nouveaux partenariats et accords pour exploiter ces ressources, alimentant des rivalités entre les acteurs régionaux et internationaux.

Pays le plus vaste de la région avec une superficie de 2,7 millions de km², le Kazakhstan compte 20 millions d'habitants. Le pays occupe une place singulière dans la région, notamment en ce qu'il est un maillon essentiel dans les réseaux de transport et de logistique permettant de relier l'Est et l'Ouest. Il est traversé par 13 corridors de transport international, comprenant cinq corridors ferroviaires et huit corridors routiers. Jusqu'à présent, les flux terrestres entre l'Asie et l'Europe transitaient principalement par la Russie et par le Corridor Nord, composé notamment d'axes ferroviaires (parmi lesquels le transsibérien). La guerre en Ukraine est toutefois venue renforcer le rôle de l'Asie centrale et de son Middle Corridor, constitué du Trans-Caspian International Transport Route (TITR). Son tracé est similaire à celui de l'ancienne « route de la soie », réseau ancien de routes commerciales reliant l'Est et l'Ouest particulièrement actif sous l'Empire romain et sous la dynastie des Han en Chine. Contrairement à la route de la soie, le Middle Corridor ne traverse pas l'Iran mais s'appuie sur les ports du Kazakhstan et du Turkménistan pour traverser la mer Caspienne vers l'Azerbaïdjan, d'où les marchandises sont ensuite redirigées vers l'Europe soit par la mer (via les ports géorgiens), soit par la terre (par la Turquie). Avec une capacité de traitement de 6 millions de tonnes de marchandise, le Middle Corridor s'étend sur quelque 6 180 km de long. En tant que corridor de transit, le Kazakhstan est ainsi un maillon essentiel dans les réseaux de transport reliant l'Est et l'Ouest, en témoignent les projets d'infrastructure majeurs développés dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », ambitieux programme d'investissement et de développement d'infrastructures lancé par le président chinois Xi Jinping en 2013.

En 2023, à l'occasion du 2e Forum économique UE-Asie centrale qui s'est tenu à Almaty au Kazakhstan, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'est attachée à étudier la connectivité durable des transports en Asie centrale. Elle a ainsi proposé le développement d'un réseau central transcaspéen qui traverserait le sud du pays et les principales villes d'Asie centrale, reliant ainsi l'Asie et l'Europe via les ports de la

mer Caspienne, reconnaissant l'intérêt géostratégique de telles infrastructures pour le renforcement de la connectivité régionale et internationale.

Un tel corridor présente un intérêt certain en ce qu'il permet de diversifier les routes commerciales mais aussi de réduire la dépendance des acteurs économique aux corridors empruntant le chemin de la Russie, dans un contexte international marqué par la guerre et les sanctions économiques. Le trafic de conteneurs sur le Middle Corridor a ainsi augmenté de 33 % en 2022 par rapport à 2021^[1]. En 2023, le volume de marchandises transportées via le corridor a atteint 2,76 millions de tonnes, soit une augmentation de 65 % par rapport à 2022 et une multiplication par trois du volume atteint en 2021 (840 000 tonnes). Selon la Banque mondiale, les volumes empruntant le Middle Corridor devraient tripler d'ici 2030, principalement tirés par le commerce régional^[2].



Carte du Middle Corridor et des autres couloirs commerciaux reliant l'Europe et l'Asie (« The Middle Trade and Transport Corridor: Policies and Investments to Triple Freight Volumes and Halve Travel Time by 2030 », Banque mondiale, 2023).

Sa situation géographique stratégique confère ainsi au Kazakhstan une influence certaine sur les dynamiques régionales et internationales. Si l'Asie centrale est aujourd'hui composée de cinq pays^[3], anciennes républiques soviétiques, la présente note s'attache plus particulièrement à analyser la place qu'occupe le Kazakhstan, acteur clé de ce « Grand Jeu » renouvelé qui occupe un rôle de premier plan au niveau régional et international et se distingue notamment par son poids économique.

2. Le Kazakhstan, locomotive économique de l'Asie centrale

Dans les années 1990, suivant l'effondrement de l'Union soviétique, le Kazakhstan a entrepris des réformes économiques majeures pour soutenir son développement économique et s'intégrer à l'économie mondiale. Contrairement à d'autres ex-républiques de l'URSS, le Kazakhstan a rapidement transformé son cadre juridique et institutionnel pour s'adapter à l'économie de marché. Le pays a ainsi ouvert ses portes aux investissements étrangers, privatisé des entreprises jusque-là gérées par l'État et noué différents partenariats pour diversifier ses échanges commerciaux et renforcer ses liens économiques avec le reste du monde.

De l'agriculture à l'industrie extractive : les évolutions du modèle économique kazakhstanaï depuis 1990

Pays le plus ouvert de l'Asie centrale sur le plan économique concentrant près de 50 % du produit intérieur brut (PIB) régional, le Kazakhstan est aujourd'hui la première économie régionale avec un PIB de 225 milliards de dollars en 2022. Le pays représente 70 % des flux d'investissements directs étrangers en Asie centrale, suscitant l'intérêt des investisseurs internationaux du fait de ses ressources naturelles abondantes et de son potentiel conséquent notamment dans le domaine agricole.

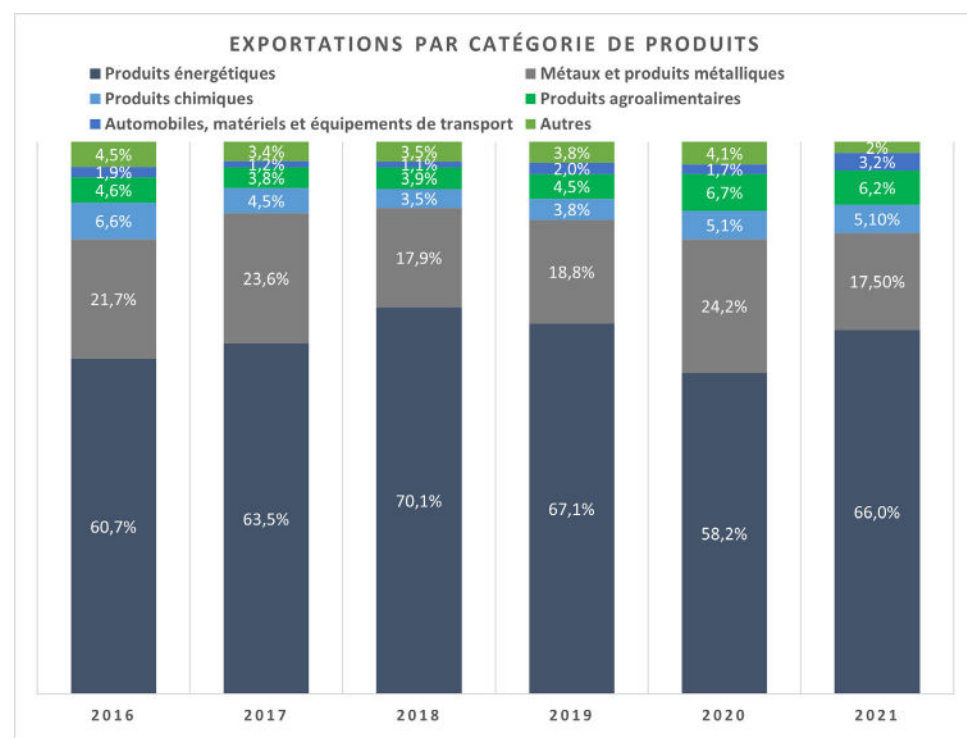
Sous l'effet des réformes engagées depuis 1990, le Kazakhstan est passé d'un modèle économique principalement basé sur l'agriculture à un modèle reposant essentiellement sur l'industrie extractive. L'extraction d'hydrocarbures constitue l'un des piliers principaux de l'économie du Kazakhstan, représentant environ 60 % de la valeur totale des exportations du pays en 2020. Avec une production annuelle d'environ 1,8 million de barils par jour, le pays se classe au 12ème rang mondial en termes de production de pétrole en 2021 et au 2ème rang dans la Communauté des États indépendants (CEI), derrière la Russie. Avec trois unités de raffinage en activité, le Kazakhstan est pratiquement autosuffisant en carburant. Les capacités de production du Kazakhstan ne seront que renforcées par l'exploitation du vaste champ offshore de Kashagan en mer Caspienne ainsi que le projet d'extension de Tengizchevroil, entreprise exploitant le plus grand champ pétrolier du Kazakhstan, Tengiz.

Le Kazakhstan est en outre le premier producteur mondial d'uranium, combustible nécessaire au bon fonctionnement des centrales nucléaires. Le pays contribue à plus de 40 % de la production d'uranium au niveau mondial et détient des réserves conséquentes pouvant être estimées à 50 ans de consommation mondiale. L'uranium produit dans le pays est majoritairement destiné à l'exportation, principalement vers la Chine (pour plus de 50 %). Le Kazakhstan compte également parmi les principaux producteurs mondiaux de zinc, de cuivre, de titane, de charbon et de certains métaux rares ; il est également le deuxième fournisseur de chrome et en détient les plus grandes réserves au niveau mondial.

1 « The Middle Trade and Transport Corridor: Policies and Investments to Triple Freight Volumes and Halve Travel Time by 2030 », Banque mondiale, 2023

2 Op. cit.

3 Le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan



Graphique 1 : des exportations dominées par les matières premières (« Le commerce extérieur du Kazakhstan en 2021 », Direction générale du Trésor, 15 juin 2022).

Le Kazakhstan bénéficie d'une position de créancier net et s'appuie sur le Fonds national de la République du Kazakhstan (NFRK), fonds souverain créé en 2000 pour assurer la stabilité de l'économie et garantir une croissance durable à long terme en gérant de manière efficace les revenus provenant des ressources naturelles. Créé en 2008 et issu de la fusion d'une holding d'actifs publics (Samruk) et d'un fond national d'investissements (Kazyna), le fonds souverain Samruk-Kazyna vient compléter cette dynamique. Ses actifs couvrent des secteurs stratégiques pour le pays (pétrole et gaz, transports, énergie, etc.) et s'élèvent à 78 milliards de dollars, représentant 40 % du PIB kazakhstanaï et 277 entreprises employant 250 000 collaborateurs.

Un positionnement géostratégique entre l'Est et l'Ouest, un hub économique et commercial de premier plan

Porté par le commerce, les transports et les services publics, le secteur des services contribue à un peu plus de la moitié de la valeur ajoutée (55 %). Clé de voûte du transport et de la logistique en Asie centrale, le Kazakhstan détient un rôle stratégique en tant que voie de transit terrestre entre est et ouest. Le secteur des transports, plus particulièrement, se révèle ainsi être un domaine porteur à moyen terme, notamment en raison des investissements réalisés par le Kazakhstan pour financer des infrastructures clés parmi lesquelles routes, chemins de fer et ports. Les projets d'infrastructure au Kazakhstan bénéficient notamment d'un appui financier de la Chine dans le cadre de son initiative de "nouvelle route de la soie", lancée en 2013 par le président Xi Jinping. Cette initiative vise à relier la Chine au Proche-Orient, à l'Afrique et à l'Europe, par voie terrestre et maritime, en passant par l'Asie centrale ; le Kazakhstan, par sa position géographique, étant un point de passage incontournable et un hub pour le commerce et la connectivité régionale et mondiale. Les projets d'expansion et de modernisation des chemins de fer

offrent ainsi des perspectives de premier plan pour le transport de marchandises et de passagers, permettant de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Ces investissements et projets d'infrastructures sont susceptibles d'avoir un impact positif sur l'efficacité de la plateforme logistique qu'est devenu le Kazakhstan et, plus largement, sur la compétitivité du pays.

Des investissements directs étrangers conséquents depuis l'indépendance du pays, une ouverture au commerce extérieur

Depuis 1993, le pays a attiré plus de 440 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE), mobilisés notamment par les dix principaux investisseurs que sont depuis 2005 les Pays-Bas, les États-Unis, la Suisse, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Belgique, la Corée du Sud et le Japon. En 2022, les flux nets d'IDE ont connu une hausse de plus de 80 % par rapport à l'année précédente tirés à la hausse par les projets déployés dans le secteur extractif, qui représentent plus de la moitié du total en flux entrants d'IDE. En 2023, le Kazakhstan a connu un afflux brut d'IDE de 23,4 milliards de dollars venant principalement des Pays-Bas, de la Russie, la Suisse, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la Belgique, la France, les Emirats arabes unis ainsi que du Royaume-Uni.

En 2023, le chiffre d'affaires du commerce extérieur du Kazakhstan s'est élevé à 139,8 milliards de dollars (les exportations représentant 78,7 milliards, tandis que les importations représentaient 61,1 milliards), soit une augmentation de 3,2 % par rapport à 2022. Les principaux partenaires commerciaux du pays sont par ordre de grandeur la Chine (22,5 %), la Russie (18,6 %), l'Italie, la Corée du Sud, la Turquie, les Pays-Bas, l'Ouzbékistan, la France et les États-Unis.

On retrouve parmi les produits principalement exportés par le Kazakhstan en 2023 :

- du pétrole brut (42,3 milliards de dollars, soit 53,8 % des exportations) ;
- de l'uranium (3,4 milliards de dollars, 4,4 %) ;
- des produits dérivés du cuivre (3,2 milliards de dollars, 4,1 %) et des minerais de cuivre (3 milliards de dollars, 3,9 %) ;
- des ferroalliages (2,3 milliards de dollars, 3 %) ;
- du gaz naturel (2,1 milliards de dollars, 2,6 %) ;
- du blé (1,8 milliards de dollars, 2,4 %)^[4].

Parmi les principaux produits importés par la République d'Asie centrale figurent :

- des machines et des équipements électriques (15,5 milliards de dollars, 25,3 % des importations) ;
- des véhicules, pièces et accessoires automobiles (7,8 milliards de dollars, 12,7 %) ;
- des métaux non précieux (5,6 milliards de dollars, 9,2 %) ;
- des produits alimentaires (4,8 milliards de dollars, 7,8 %) ;
- des textiles (4,8 milliards de dollars, 7,8 %)^[5].

L'Union européenne, premier partenaire commercial du Kazakhstan

Le Kazakhstan occidental, à l'Ouest du pays, offre une porte d'entrée de premier plan sur

⁴ Ministère des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan, données du 28 mai 2024

⁵ Op. Cit.

le marché européen. L'Union européenne (UE) est ainsi le premier partenaire commercial du Kazakhstan et le premier investisseur étranger dans le pays. Les échanges avec les États membres de l'Union européenne représentent plus de 40 milliards de dollars en 2022, alimentés également par la présence de plus de 3 000 entreprises européennes au Kazakhstan. Le 21 décembre 2015, un accord de partenariat et de coopération renforcé a été signé entre l'Union européenne et le Kazakhstan, premier pays d'Asie centrale à nouer un tel partenariat. Cette relation s'appuie sur la stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale, reposant sur trois piliers adoptés en 2019 : la résilience (droits de l'homme, sécurité des frontières, protection de l'environnement), la prospérité (renforcement des échanges économiques, innovation, éducation), et la coopération (instauration d'un dialogue de haut niveau sur les questions politiques, rencontres ministérielles annuelles, etc.). La France, plus particulièrement, figure parmi les principaux investisseurs dans l'économie kazakhstanaise, le Kazakhstan étant le premier partenaire économique et commercial de la France en Asie centrale. La France se hisse ainsi au 3^e rang des détenteurs d'IDE au Kazakhstan^[6], les IDE français se dirigeant notamment vers les secteurs de l'énergie, des transports, de l'aéronautique-aérospatial, la pétrochimie et les gaz industriels, l'agroalimentaire ou encore les matériaux de construction.

En novembre 2022, en marge de la COP 27 en Egypte, le Kazakhstan et l'Union européenne ont noué un « partenariat stratégique » portant sur les matières premières, l'hydrogène renouvelable et les batteries. L'objectif de ce partenariat est d'aller vers un approvisionnement « sûr et durable » en matières premières et raffinées, tout en développant des chaînes de valeur pour l'hydrogène et les batteries, éléments clés de la transition écologique. En la matière, le Kazakhstan et l'Union européenne ont des intérêts partagés, notamment en ce que l'Europe se doit de trouver aujourd'hui d'autres fournisseurs d'énergies pour réduire sa dépendance énergétique dans un contexte de guerre en Ukraine et de conflit avec la Russie, et en ce que le Kazakhstan cherche à renforcer toujours plus ses relations économiques en dehors de sa sphère d'influence régionale.

La diversification des partenariats économiques et commerciaux

Si l'Union européenne est devenue le principal client du Kazakhstan, la Russie en demeure le premier fournisseur. La relation économique bilatérale est alimentée par la proximité géographique des deux pays qui partagent 7 500 kilomètres de frontière au nord, leur histoire commune et leur coopération dans de nombreux secteurs. Depuis l'indépendance du Kazakhstan, les entreprises russes ont ainsi investi notamment dans les secteurs de l'énergie, l'industrie, les télécommunications, les transports ou encore les infrastructures. La Russie représente ainsi 42,1 % des importations du Kazakhstan.^[7]

Depuis plus de trente ans, le Kazakhstan a toutefois veillé à diversifier ses partenariats économiques et commerciaux. Le pays a noué une coopération économique significative avec la Chine, les États-Unis et plusieurs pays arabes, parmi lesquels les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite. Ces partenariats visent à renforcer les investissements étrangers et à diversifier les sources de croissance économique du pays. La Chine est un partenaire clé dans le cadre de l'initiative des « nouvelles routes de la soie » évoquées précédemment, tandis que les États-Unis investissent notamment dans le secteur énergétique et s'engagent dans des transferts technologiques. Notons que le secrétaire

d'État américain, Antony Blinken, s'est rendu à Astana en février 2023 dans le cadre d'une visite officielle.

Les pays arabes investissent quant à eux dans divers secteurs (industrie, immobilier, nouvelles technologies), consolidant ainsi les relations économiques bilatérales. Le pays suscite en outre l'intérêt de la Turquie, avec qui des partenariats solides ont été établis dans le domaine commercial, facilitant les échanges de biens et de services. Tous deux font partie de l'Organisation des États turques, qui a succédé au Conseil turque créé en 2009 et qui compte également parmi ses membres les États de langues turques que sont l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. La Turquie figure ainsi parmi les premiers pourvoyeurs d'IDE au Kazakhstan.

Par sa situation à l'intersection de l'Est et l'Ouest et par les opportunités économiques qu'il offre, le Kazakhstan entend en outre se positionner comme une plateforme clé de la finance internationale et convaincre toujours plus d'investisseurs de l'intérêt d'investir sur son sol. Pour ce faire, treize zones économiques spéciales (ZES) ont été mises en place, bénéficiant de conditions dérogatoires attractives en matière de fiscalité. Le pays mise notamment sur Kazakh Invest, guichet unique établi en 2017 permettant de mener à bien des projets d'investissements, ou encore le Centre financier international d'Astana (AIFC). Ce dernier a pour objectif d'attirer les investissements étrangers, de favoriser l'innovation et la croissance économique, ainsi que de renforcer la compétitivité du Kazakhstan à l'échelle internationale. L'institution fonctionne dans le cadre d'un régime juridique spécial fondé sur la Common Law anglaise. Depuis son lancement en 2018, l'AIFC a vu plus de 2 500 entreprises de 78 pays différents s'enregistrer, pour plus de 10 milliards de dollars investis au Kazakhstan. Le volume total des transactions sur la Bourse internationale d'Astana (AIX), venant faciliter les investissements et les échanges de titres, a atteint 582 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 236 % par rapport à 2022. Depuis 2018, plus de 11 milliards de dollars d'investissements ont été levés grâce à la plateforme offerte par l'AIFC.

In fine, malgré le ralentissement de l'activité économique causé par la pandémie de Covid-19 dès 2020, le Kazakhstan a connu une croissance de 3,4 % en 2022. Cette augmentation du PIB est intervenue en dépit de la baisse de la production d'hydrocarbures et des difficultés découlant des sanctions occidentales contre la Russie, témoignant de la résilience de l'économie kazakhstanaise. Cette dernière a été stimulée par différents facteurs parmi lesquels la diversification de l'économie, les exportations vers les pays voisins ou encore l'arrivée de ressortissants russes dans le pays. Le pays dispose d'un important potentiel dans les secteurs pétrolier, gazier et minier, ce qui contribue également à renforcer sa position économique. En 2023, le PIB du Kazakhstan a dépassé son niveau d'avant pandémie, enregistrant une croissance de 5,10 % ; un rehaussement de la croissance soutenue par l'activité du secteur extractif, l'agriculture, le commerce et la construction.

En conclusion, le Kazakhstan est parvenu depuis son indépendance à se hisser au rang de première puissance économique d'Asie centrale, jouant un rôle de premier plan dans la dynamique économique de la région. Son influence s'étend bien au-delà de ses frontières, de sa sphère d'influence régionale et de ses liens historiques avec la Russie, en témoignent les partenariats et relations étroites nouées avec des acteurs majeurs tels que l'Union européenne, la Chine ou encore la Turquie. Cette dynamique reflète la robustesse de l'économie kazakhstanaise et sa capacité à s'insérer dans les circuits économiques et commerciaux internationaux.

⁶ Hors zones à fiscalité attractive

⁷ Direction générale du Trésor, *op. cit.*

L'ancienne république soviétique a engagé une mutation profonde depuis les années 1990. Si de nombreux défis économiques et structurels demeurent, une nouvelle ère de réformes majeures a été initiée depuis l'élection du Président Tokaïev en 2019 ; une dynamique sur laquelle il convient de s'attarder pour appréhender pleinement la transformation du Kazakhstan, géant en devenir.

CHAPITRE 2

DES RÉFORMES MAJEURES AU SERVICE DE LA MODERNISATION DU PAYS

02

1. Une modernisation du système politique pour une société toujours plus démocratique et inclusive

Une société toujours plus démocratique

Depuis la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques, le Kazakhstan s'est distingué en Asie centrale par sa capacité à maintenir une certaine stabilité politique, à ouvrir son économie et à s'insérer dans les discussions internationales. De tous les pays d'Asie centrale, le Kazakhstan est ainsi celui qui a atteint le plus haut niveau d'ouverture et d'évolution vers l'État de droit. L'OCDE notait ainsi en 2017 : « le pays a déjà pris des mesures en faveur d'une plus grande transparence, de la responsabilité de l'État et de la participation des citoyens à l'élaboration des politiques, notamment par des lois relatives à l'accès à l'information et la création de conseils publics. »^[8]

Sur le plan intérieur, le Président Kassym-Jomart Tokaïev a été élu en 2019, succédant au Président Nursultan Nazarbaïev, en fonction depuis 1990. L'arrivée au pouvoir du Président Tokaïev a ouvert une phase de transition marquée par une série de réformes majeures visant à moderniser le Kazakhstan sur les plans politique, social et économique. La série de réformes promue et mise en œuvre par l'exécutif s'inscrit dans la vision d'un « Nouveau Kazakhstan juste et équitable » promue par le Président Tokaïev. Ce dernier entend notamment développer le multipartisme et consolider l'indépendance de la justice, renforcer la transparence de l'action publique ou encore la lutte contre la corruption.

Pour mener à bien ces réformes, le Kazakhstan s'appuie sur le concept d'« État à l'écoute », selon la formule consacrée par le Président Tokaïev. Il s'agit pour le gouvernement d'être à l'écoute de la société civile et des aspirations des citoyens. Pour ce faire, le chef de l'État a notamment mis en place en juillet 2019 un Conseil national de la confiance publique, renommé depuis Congrès national (Kurultai), composé de 117 membres notamment issus de la société civile et représentant toutes les régions du pays.

Dans le cadre des réformes entreprises par le Président Tokaïev pour moderniser le Kazakhstan, plusieurs paquets de réformes politiques ont été successivement introduits entre 2019 et 2021, en lien étroit avec le Kurultai mentionné à l'instant. Ces réformes ont été conçues pour répondre aux attentes de la population et moderniser la vie politique, sociale et économique du pays. Tandis que le premier paquet de réformes de décembre 2019 visait à libéraliser le paysage politique, le paquet de septembre 2020 était quant à lui axé sur la modernisation de la gouvernance locale et le renforcement des droits de l'Homme. Mis en œuvre en janvier 2021, le troisième paquet de réformes a quant à lui modifié de façon significative le processus électoral. Une quatrième salve de réformes, en septembre 2021, s'est attachée à renforcer l'inclusion des groupes peu représentés dans le paysage politique.

On retrouve notamment dans ces réformes une volonté de renforcer les processus démocratiques et de libéraliser le paysage politique kazakhstanaï. Les mesures mises en place comprennent la création d'un statut pour l'opposition parlementaire, la facilitation du processus de formation de partis politiques ou encore le renforcement de la transparence budgétaire et économique.

8 « Towards an Open Government in Kazakhstan », OCDE Public Governance Reviews, OCDE, 2017, p. 3 (traduit de l'anglais)

S'agissant plus particulièrement du régime applicable en matière de création de partis politiques, celui-ci a été considérablement rénové au profit d'une plus grande ouverture. Le seuil d'enregistrement des partis politiques a été réduit par quatre, passant de 20 000 à 5 000 membres. Pour obtenir des sièges à la chambre basse du Parlement, les partis doivent désormais franchir un seuil de 5 % des votes, contre 7 % auparavant. Signe des évolutions en cours au Kazakhstan, les élections législatives de janvier 2023 se sont distinguées en ce qu'elles voyaient concourir des listes politiques devant être composées d'au moins 30 % de femmes et de citoyens de moins de trente ans. Lors des élections générales de 2022, six partis ont ainsi été élus, dont trois ont obtenu des mandats parlementaires pour la première fois. Le Kazakhstan a également mis en place un système électoral mixte et introduit la proportionnelle au sein de son Parlement. Ainsi, 70 % des députés de la chambre basse qu'est le Majilis, soit 69 députés sur 98, seront désormais élus à la proportionnelle, tandis que 30 % de ses membres -29 députés- seront élus au scrutin majoritaire. Garant de l'unité nationale, le Président n'a par ailleurs plus la possibilité d'être membre d'un parti politique, disposition destinée à asseoir l'impartialité des décisions présidentielles.

En 2022, le Kazakhstan a aussi organisé son premier référendum national depuis 1995, aboutissant à l'adoption d'amendements constitutionnels ayant permis de décentraliser le processus décisionnel kazakhstanaï. Un tiers de la loi fondamentale du pays a ainsi été modifié, avec pour objectif principal de s'éloigner d'un système super-présidentiel pour aller vers une république présidentielle dans laquelle le Parlement dispose d'un rôle affirmé et où la magistrature dispose d'une indépendance renforcée. La réforme constitutionnelle a notamment instauré un mandat présidentiel unique de sept ans, interdisant la réélection d'un président en place et renforçant l'alternance politique.

Les marges de manœuvre du pouvoir présidentiel sur les fonctionnaires locaux ont également été réduites : le Président ne peut désormais nommer les « Akims », responsables des exécutifs municipaux et régionaux, qu'avec l'approbation des députés locaux, et ne dispose plus du pouvoir de les révoquer. Plus récemment encore, en 2023, le Kazakhstan a organisé les premières élections visant à élire les « Akims ». Plus de 1700 responsables locaux ont ainsi été élus depuis. D'autres mesures participant de cette même dynamique ont été mises en place pour renforcer la transparence et la confiance publique. Les postes haut gradés au sein du gouvernement, des entreprises publiques et parapubliques ne sont par exemple plus accessibles aux proches parents du Président.

Le Kazakhstan a également autorisé les manifestations sur la voie publique, le régime d'autorisation préalable des manifestations ayant été remplacé par un système de déclaration préalable. Avancé sur le chemin de l'État de droit, les autorités ont également condamné l'usage excessif de la force contre des manifestants, exercé par des agents des services de sécurité.

Les événements de janvier 2022, nés de protestation face à la hausse du prix des hydrocarbures et de problématiques économiques et sociales non-traitées au cours des dernières années, sont venus témoigner d'un mécontentement parmi la population. Dans un premier temps localisées dans la région de Mangystau, dans le Sud-Ouest du Kazakhstan, les protestations -initialement pacifiques- se sont propagées à d'autres zones du pays. À la suite de ces manifestations, les autorités du pays ont condamné l'usage excessif de la force contre les manifestants et plus de 200 procédures pénales ont été ouvertes contre des agents des services de sécurité, témoignant d'une dynamique de progrès singulière en

Asie centrale.^[9] Ces événements tragiques ont accéléré les réformes politiques impulsées et ont mis en évidence la nécessité de faire entrer le pays dans une nouvelle ère politique, marquant définitivement la fin de l'ère Nazarbaïev.

Enfin, le renforcement de l'efficacité de l'action publique et l'association des citoyens à la prise de décision publique font également l'objet d'une attention particulière. À la suite de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour renforcer toujours plus la gouvernance du pays. Depuis le 1er avril 2024, les citoyens ont par exemple le droit de participer à des consultations et à des pétitions en ligne relatives à des projets de loi.

La consolidation de l'État de droit et le renforcement des droits de l'Homme et des droits fondamentaux

Au-delà de la modification du périmètre présidentiel au profit d'un équilibre institutionnel renforcé, le Kazakhstan a également réinstitué une Cour constitutionnelle en 2022. Il est désormais possible, pour les citoyens ou encore pour le procureur général, de saisir la Cour constitutionnelle qui veille au bon respect de la Constitution et des droits fondamentaux des citoyens. Depuis 2023, la Cour constitutionnelle a ainsi reçu quelque 5 000 requêtes de la part de citoyens.

Par ailleurs, il est désormais obligatoire de consulter la Cour constitutionnelle ou d'organiser un référendum avant de modifier le texte constitutionnel, renforçant ainsi les mécanismes démocratiques et juridiques à l'œuvre en cas de révision constitutionnelle. La présidence de la Cour constitutionnelle a été confiée à Elvira Azimova, qui occupait jusque-là les fonctions de commissaire aux droits de l'Homme au Kazakhstan. Le législateur kazakhstanaï a également instauré de nouvelles mesures comprenant notamment le renforcement de l'indépendance des tribunaux, un renforcement des sanctions envers les responsables de mauvais traitements sur détenus et un renforcement du pouvoir d'enquête en la matière confié au bureau du procureur général.

S'agissant des peines applicables, le Kazakhstan a en outre annoncé le 2 janvier 2021 qu'il ratifierait le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, abolissant ce faisant la peine de mort ; une étape majeure succédant au moratoire en vigueur depuis 2004. La peine capitale ne fait ainsi plus partie des mesures pénales applicables hors temps de guerre, une « démarche importante entreprise par le Kazakhstan, qui s'inscrit dans la tendance mondiale à l'abandon de la plus inhumaine des peines »^[10] comme le souligne le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de l'Union européenne.

Plus récemment encore, le 8 décembre 2023, le Kazakhstan a adopté un plan d'action visant à promouvoir les droits de l'Homme et l'État de droit dans le pays. Sa mise en œuvre concrète se traduit par plusieurs lois traitant notamment de la lutte contre les violences domestiques, du renforcement de la sécurité au travail ou encore de l'installation de défenseurs des droits de l'enfant au niveau régional. Une nouvelle loi constitutionnelle a en

⁹ Vladislav Inozemtsev, « Asie centrale : une occasion historique à saisir », IFRI, 2023

¹⁰ Service Diplomatie de l'Union européenne, « Kazakhstan : déclaration du porte-parole sur les démarches entreprises pour abolir la peine de mort », 7 janvier 2021

autre gravé dans le marbre de la Constitution le statut et les responsabilités du Commissaire aux droits de l'Homme. Celui-ci peut désormais faire appel au Président, au gouvernement ou encore au Parlement et émettre des recommandations visant à renforcer les droits de l'Homme dans le pays.

S'inscrivant dans une même dynamique de protection des droits fondamentaux, la protection des droits des femmes et la garantie et la défense des droits de l'enfant constituent aujourd'hui des priorités de premier plan. Le Kazakhstan entend être le leader régional dans la promotion de l'égalité femmes-hommes, ayant pris plusieurs engagements lors du forum mondial « Génération Égalité » qui s'est tenu à Paris en 2021. Le 15 avril 2024, le Président Tokaïev a promulgué deux lois portant sur la protection des droits des femmes et des enfants, fruit de travaux préparatoires menés par le Commissaire aux droits de l'enfant, en collaboration avec le Parlement et divers organismes kazakhstanaï.

Ces réformes visent notamment à lutter contre les inégalités de genre et les violences faites aux femmes en renforçant les peines applicables et en changeant les mentalités, le Président Tokaïev ayant qualifié - lors de la troisième réunion du Congrès national de mars 2024 - les violences domestiques de « fléau social » nécessitant une action sans compromis. Parmi les nouvelles dispositions législatives adoptées, on compte notamment l'abolition de la liste des emplois restreints aux femmes et le rétablissement de la responsabilité pénale pour les blessures légères, qui avait été abrogée en 2017. Des peines plus sévères ont été instaurées pour les crimes graves, tandis que les sanctions jugées « légères », telles que les peines de restriction de liberté pour les dommages corporels modérés et graves, ont été éliminées. En outre, des mesures de protection de la victime ont été mises en place, pouvant comprendre par exemple l'interdiction pour l'agresseur d'entrer en contact avec la victime. Le Kazakhstan soutient en outre l'Initiative Spotlight, initiative d'envergure des Nations unies visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles dans le monde. Au niveau régional, un programme spécifique est déployé pour combattre ces fléaux en Asie centrale et en Afghanistan, piloté par les agences de l'ONU et dont l'équipe projet est basée à Almaty, au Kazakhstan.

Les réformes entrées en vigueur en 2024 visent également à renforcer la protection des droits de l'enfant. Le Code pénal révisé liste désormais les crimes contre les mineurs (enlèvement, atteinte à la santé, etc.), excluant la possibilité d'exemption de responsabilité pénale même en cas de réconciliation des parties. Des peines sévères ont été établies pour les crimes graves (emprisonnement à perpétuité pour le meurtre d'un mineur, etc.) et les peines pour enlèvement ont été augmentées à 10/15 ans, tandis qu'une responsabilité pénale pour harcèlement sexuel d'enfant de moins de 16 ans a également été instaurée par amendement législatif en février 2024. Les autorités du pays entendent également lutter contre le harcèlement scolaire, y compris en ligne, via des amendes ou des avertissements et l'engagement de la responsabilité des parents des élèves harceleurs. Des centres de soutien familial, au niveau local, sont également instaurés pour offrir un soutien psychologique, social et juridique à celles et ceux en ayant besoin, notamment les personnes victimes de violences domestiques. D'un point de vue institutionnel, le Commissaire aux droits de l'enfant a vu son champ élargi par les récentes réformes, de façon à garantir la protection effective des droits de l'enfant au sein de la société kazakhstanaï.

À travers l'ensemble de ces réformes, le Kazakhstan aspire à renforcer son système de protection des droits des femmes et des enfants et à se conformer à des normes élevées, tout en enracinant cette démarche dans son identité, en promouvant à la fois des valeurs

universelles mais aussi des valeurs culturelles, traditionnelles et familiales.

Plus généralement, le plan d'action du Kazakhstan en faveur des droits de l'Homme repose sur une coopération étroite entre le Kazakhstan et des organisations internationales parmi lesquelles l'Organisation des Nations unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Au quotidien, plus de 18 000 organisations-non gouvernementales agissent également au Kazakhstan, étant principalement basées dans les régions d'Astana, d'Almaty, de Shymkent ou encore de Karaganda.

L'ensemble de ces efforts entrepris soulignent la volonté du pays de moderniser son organisation et de respecter des standards partagés par de nombreux pays ; des efforts salués par la communauté internationale. Ainsi, à l'occasion de la vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan qui s'est tenue le 23 octobre 2023 à Luxembourg, l'Union européenne a exprimé « son soutien résolu au processus de réforme et de modernisation au Kazakhstan, soulignant que l'État de droit, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption constituent les fondements mêmes d'une démocratie qui fonctionne et sont essentiels pour un environnement propice aux entreprises qui attire les investissements étrangers. »^[11] L'Union européenne s'est également « félicitée des consultations régulières sur les droits de l'homme et a souligné l'importance de la liberté d'expression, de la liberté de réunion et d'association. »^[12] La poursuite et l'accélération des dynamiques engagées permettra au Kazakhstan de moderniser toujours plus son organisation économique et sociale et de répondre aux attentes des citoyens. L'évolution et la diversification de son modèle économique constitue un autre pilier majeur des réformes récemment engagées.

2. Vers un nouveau modèle économique

Fer de lance de l'économie centrasiatique comme nous avons pu l'analyser supra, le Kazakhstan s'est engagé -en complément des réformes politiques- dans une série de réformes économiques visant à moderniser et à diversifier son économie. Ces réformes sont fondées sur la volonté d'aller vers un nouveau modèle économique mis au service d'une croissance durable et inclusive, tout en renforçant la résilience de l'économie kazakhstanaï face aux chocs économiques externes et aux éventuelles variations des prix des matières premières. Le Kazakhstan s'est donné un objectif ambitieux : doubler son produit intérieur brut d'ici 2029.

Des efforts de modernisation et de diversification de l'économie

Le 1^{er} septembre 2023, dans son discours sur l'état de la nation, le Président Tokaïev a en effet promu un nouveau modèle économique en mettant notamment l'accent sur la démonopolisation et la diversification accrue de l'économie. S'agissant des entreprises publiques, celles-ci jouent un rôle crucial dans l'économie kazakhe, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière. Soucieux de renforcer la performance de ces organisations, « le gouvernement kazakh a entrepris d'importants efforts de réforme au cours de la dernière décennie pour améliorer la gouvernance et la performance de ses entreprises publiques », comme le souligne l'OCDE.^[13] Les autorités entendent maintenir

11 Conseil de l'Union européenne, Vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan, 23 octobre 2023

12 Op. cit.

13 « OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises in Kazakhstan », OCDE, 2024

et accélérer ces efforts, tout en faisant de la démonopolisation une priorité pour accroître l'efficacité des opérateurs économiques et des marchés.

Si l'économie du Kazakhstan repose principalement sur l'industrie extractive, la priorité du pays est de promouvoir la diversification économique pour réduire la dépendance en particulier aux secteurs pétrolier et gazier. Le Kazakhstan ambitionne d'accroître son autonomie en développant son secteur manufacturier pour diminuer sa dépendance aux importations et en explorant de nouveaux secteurs (technologies vertes, transports et logistiques, etc.). Septième producteur mondial de céréales, le Kazakhstan dispose aussi d'un fort potentiel dans les secteurs agricole et agroalimentaires. D'importants programmes sont en ce sens déployés pour faire de l'agriculture un pilier de la diversification de l'économie du pays, notamment par le développement des filières d'élevages et de la transformation agroalimentaire.

Dans cette même dynamique, le gouvernement kazakhstanaï met également en œuvre des politiques visant à améliorer toujours plus le climat des affaires pour attirer les investisseurs étrangers, encourager l'innovation et soutenir le développement d'activités à forte valeur ajoutée. Le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et à l'emploi figure ainsi parmi les priorités énoncées par le gouvernement. Plusieurs réformes ont été mises en œuvre pour créer un environnement plus favorable aux PME et soutenir leur contribution aux PIB : réduction de la charge administrative, simplification des codes fiscaux, etc. Depuis le 1^{er} mars 2023, les jeunes entrepreneurs se voient proposer des microcrédits à un taux annuel de 2,5 % par l'intermédiaire de la Agrarian Credit Corporation. Le gouvernement a par ailleurs fixé pour objectifs la création de 450 000 emplois d'ici 2029, dont 200 000 pour les jeunes. Des modifications réglementaires ont ainsi été mises en œuvre pour adapter le droit du travail et développer de nouvelles modalités de travail, à l'image du télétravail ou encore des horaires flexibles. S'agissant des chantiers à venir, les autorités travaillent actuellement sur une nouvelle législation fiscale pour équilibrer les relations entre l'État et les entreprises, ainsi que sur des mesures visant à protéger les droits des emprunteurs.

La lutte contre la fraude et l'économie souterraine constituent un autre axe de travail pour les autorités. Le Kazakhstan a mis en place des instruments juridiques permettant de récupérer les avoirs acquis illégalement par de hauts dirigeants, y compris des avoirs se trouvant en dehors de son territoire national. Il s'agit pour l'État de récupérer des ressources et des richesses détournées au détriment du pays. À ce jour, des actifs d'une valeur de 600 millions de dollars ont été récupérés à l'étranger. Le réacheminement des actifs doit permettre de financer des projets socio-économiques et de consolider les marges budgétaires de l'État. Le Kazakhstan a également pour objectif de réduire l'économie souterraine à 15 % du PIB d'ici 2025 (contre 18,7 % en 2022), se rapprochant ainsi des moyennes de l'OCDE.

Le Kazakhstan occupe enfin une place de premier plan dans le transit entre Est et Ouest, en témoigne l'augmentation du transport de marchandises empruntant le Middle Corridor. Premier partenaire commercial du Kazakhstan et premier investisseur étranger dans le pays, l'Union européenne a ainsi souligné, lors de la vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan le 23 octobre 2023, « les progrès satisfaisants réalisés dans les domaines des échanges commerciaux et des douanes, ainsi que sur la plateforme commerciale de haut niveau présidée par le Premier ministre du Kazakhstan », saluant également « l'approche constructive suivant laquelle sont abordées les préoccupations des

investisseurs de l'UE. »^[14]

Digitaliser l'économie, saisir les opportunités offertes par la transition numérique

À ces mesures s'ajoutent des initiatives transverses devant permettre au Kazakhstan de saisir pleinement toutes les opportunités offertes par la nouvelle économie. Traversant l'ensemble des secteurs économiques, la transition numérique remodele en profondeur l'ensemble des étapes des différentes chaînes de valeur. Les premiers services publics numériques ont été déployés dès 2005, le pays s'appuyant aujourd'hui sur le portail en ligne « eGov.kz », améliorant ainsi la qualité des services publics, facilitant les procédures administratives et réduisant les délais. Dès le début des années 2010, le Kazakhstan a été l'un des premiers pays de la région à intégrer la dimension numérique dans sa politique économique, en posant notamment les bases juridiques et réglementaires nécessaires à la transition numérique de l'économie nationale.

Lancé en 2018, la stratégie « Digital Kazakhstan » a permis au pays d'accélérer en la matière, en misant sur la transition numérique des secteurs clés de l'économie, le développement des infrastructures numériques ou encore la structuration d'un écosystème propice à l'entrepreneuriat.

« Digital Kazakhstan » repose plus précisément sur cinq piliers fondamentaux :

- La digitalisation de l'économie et des différents secteurs d'activité (industrie, transports et logistiques, agriculture, services financiers), afin de renforcer la productivité et la compétitivité du Kazakhstan, optimiser les chaînes d'approvisionnement, améliorer les services et saisir de nouvelles opportunités économiques ;
- La transition numérique de l'administration publique, afin de développer des services publics en ligne et rendre l'administration plus efficace et accessible. Grâce aux efforts entrepris, le Kazakhstan occupe désormais la 28^{ème} position au sein de l'E-Government Development Index 2022 de l'ONU (la France étant 19^{ème}), soit une remontée de 10 places depuis 2014, époque où le Kazakhstan occupait la 38^{ème} place ;
- La structuration d'un écosystème d'innovation, afin de stimuler la croissance économique et d'attirer de nouveaux investissements. Le Kazakhstan s'appuie pour cela sur des incubateurs, des accélérateurs ou encore des partenariats avec des acteurs internationaux. Astana Hub, le principal écosystème d'innovation du pays, se positionne comme un acteur clé dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat technologique. Le hub propose divers programmes d'accélération et d'incubation conçus pour soutenir les startups dans les différentes étapes de leur développement et peut également faciliter l'obtention de visa ou encore permettre de s'inscrire dans des dispositifs fiscaux avantageux. Les exportations des acteurs rassemblées au sein d'Astana Hub s'élèvent en 2023 à environ 460 millions d'euros^[15]. Le Kazakhstan compte par ailleurs plus de 16 000 entreprises informatiques qui emploient plus de 182 000 collaborateurs ;
- Le développement du capital humain et la formation au numérique, afin de répondre

¹⁴ Conseil de l'Union européenne, Vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan, 23 octobre 2023

¹⁵ "Entretien avec Bagdat Mousine, ministre du Développement numérique, de l'Innovation et de l'Industrie aérospatiale", L'essentiel des relations internationales, no 89, novembre 2023

aux besoins en main d'œuvre induits par la transition numérique des secteurs existants mais aussi par l'émergence de nouveaux métiers. Le Kazakhstan s'appuie pour cela sur l'intégration de l'acquisition de compétences numériques dans les programmes éducatifs ainsi que sur le développement de programmes de formation professionnelle. Le pays compte aujourd'hui plus de 80 écoles d'informatique, contre une cinquantaine en 2022, signe du développement rapide de l'offre de formation. Un dispositif spécifique, « Tech Orda », a également été mis en place afin de former des spécialistes informatiques. Le programme s'adresse aux Kazakhstanais âgés de 18 à 45 ans et est assorti d'une bourse permettant aux apprenants de suivre leur cursus dans une école accréditée ;

- Le développement d'une « route de la soie » numérique, s'inscrivant dans la lignée de l'ambition régionale portée par le Kazakhstan. Il s'agit ici de construire une communauté et des convergences fortes en Asie centrale, tant en matière d'économie numérique, de big data, de cloud computing ou encore d'intelligence artificielle.

Le numérique figure ainsi parmi les axes clés du plan national de développement du Kazakhstan jusqu'à 2025, tel qu'approuvé par décret présidentiel. Ce dernier mentionne notamment les liens à renforcer entre services de santé et technologies numériques, le Kazakhstan souhaitant développer des projets dans le domaine de la « health tech ».

La cybersécurité constitue une autre préoccupation de premier plan pour le Kazakhstan, le pays souhaitant renforcer sa résilience face aux différentes cybermenaces. Pour cela, les autorités ont adopté un plan couvrant la période 2023-2029, posant le cadre dans lequel s'inscrivent les différentes initiatives du pays en la matière (protection des données personnelles, formation, etc.). Différents partenariats internationaux ont été mis en place afin de partager les bonnes pratiques de cybersécurité. Le Kazakhstan participe notamment au groupe de travail informel sur la sécurité des technologies de l'information et de la communication de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Son désir d'assumer un leadership régional en la matière a également amené le Kazakhstan à organiser en mai 2023 une formation sur la cybersécurité, réunissant des organisations des différents pays d'Asie centrale et de Mongolie.

L'ensemble des efforts entrepris permet au Kazakhstan de renforcer sa compétitivité et sa performance économique. En 2023, le pays occupe ainsi la 37ème place au sein du classement mondial de la compétitivité réalisé par l'IMD World Competitiveness Center, gagnant 6 positions par rapport à 2022. Ce nouveau modèle économique promu par le Kazakhstan et, plus généralement, la transformation du pays, s'appuient également sur une attention accrue portée aux enjeux d'éducation, de recherche et de développement du capital humain.

3. Des efforts accrus en faveur de l'éducation et de la recherche

Depuis son indépendance, le Kazakhstan a déployé des efforts notables en faveur de l'éducation. Le taux d'alphabétisation au Kazakhstan est aujourd'hui de 99,8 % pour les adultes (15 ans et plus).

Le capital humain, fer de lance du nouveau Kazakhstan

Le système éducatif du Kazakhstan combine des éléments hérités du système d'enseignement soviétique et d'autres issus des réformes entreprises depuis le milieu des années 90, influencées par les modèles éducatifs étrangers, en particulier américains et européens. Le système éducatif du pays est basé sur plusieurs piliers parmi lesquels l'accès égal pour tous à l'éducation, un enseignement laïc et humaniste ou encore le développement des valeurs civiques et patriotiques.

Reconnaissant l'importance des premières années de vie dans le développement cognitif et social de l'enfant, le Kazakhstan a investi dans le développement des écoles maternelles sur le territoire. De 2003 à 2013, le nombre d'écoles maternelles a ainsi été multiplié par six.^[6] S'agissant de l'enseignement supérieur, le Kazakhstan a érigé au rang de priorité la transition d'un modèle centralisé -hérité de l'URSS- à un modèle décentralisé. Le pays a également rejoint en 2010 le processus de Bologne, qui vient favoriser la convergence des systèmes d'enseignement supérieur des pays européens notamment via des diplômes lisibles et comparables. L'enseignement supérieur y est ainsi structuré sur deux niveaux, licence et master. On dénombre 119 universités et plus de 625 000 étudiants dans l'enseignement supérieur, quelque 60 % des diplômés de l'enseignement secondaire s'engageant dans des études supérieures. En juin 2023, à la suite de la deuxième réunion du Kurultai national -principale institution de la société civile-, un plan d'initiatives présidentielles a été mis en œuvre, comprenant notamment des projets visant à rénover les écoles rurales ou encore à soutenir la jeunesse du pays. À l'échelle de la région, le Kazakhstan œuvre pour l'accomplissement d'un espace régional unifié de l'enseignement supérieur et le développement des échanges universitaires.

Le plan national de développement du Kazakhstan jusqu'à 2025, approuvé par décret présidentiel, mentionne ainsi l'évolution des modèles éducatifs parmi les grandes tendances sociales à l'œuvre au Kazakhstan (développement de plateformes d'apprentissage en ligne, nécessité de la formation tout au long de la vie, etc.). Le pays entend ainsi apporter des réponses aux défis soulevés par le même plan national de développement, notamment le fait que certains enfants issus de familles à faibles revenus ou vivant dans des zones rurales n'ont pas toujours accès à l'enseignement à distance, par faute d'équipements adaptés ou encore de connexion Internet haut débit.

Ces efforts accrus en faveur de l'éducation sont essentiels en ce que le capital humain constitue un pilier essentiel d'une croissance économique durable et inclusive. Ils permettent également au Kazakhstan de consolider sa stature tant au niveau régional qu'international, en développant des programmes de coopération dans le domaine de l'éducation et de la recherche.

Des coopérations renforcées dans le domaine de l'éducation et de la recherche

S'agissant plus particulièrement des relations entre le Kazakhstan et la France, la coopération en ces domaines s'appuie sur plusieurs partenariats stratégiques. Né en 2014 d'une collaboration entre l'Université Sorbonne Paris Cité et l'Université Nationale

¹⁶ Nurgul Shamshieva et Zulfiya Torebekova, « Promouvoir une éducation de qualité au Kazakhstan », UNESCO, 2016

Pédagogique Abaï, l'Institut Sorbonne Kazakhstan, notamment, offre des programmes de formation dans des domaines tels que les relations internationales, le management, la géographie ou encore la psychologie. De même, le centre géo-énergie de l'Université Al Farabi d'Almaty joue un rôle de premier plan dans la formation de spécialistes en géologie pétrolière, minière et en énergies renouvelables, répondant ainsi aux besoins croissants du Kazakhstan dans ces secteurs clés. Par ailleurs, le programme de bourse Abaï-Verne, fruit d'une collaboration bilatérale entre la France et le Kazakhstan, constitue un instrument précieux de mobilité internationale étudiante.

En offrant aux étudiants kazakhstanaïses la possibilité d'étudier en France et d'acquérir une expérience académique et culturelle enrichissante, ce dispositif contribue à renforcer les liens entre les deux pays et à promouvoir l'excellence académique. Dans leur déclaration conjointe du 1^{er} novembre 2023, le Président de la République française et le Président de la République du Kazakhstan « ont souligné le caractère prioritaire de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur. À cet égard, ils se sont félicités du renforcement de la mobilité des étudiants kazakhstanaïses vers la France grâce à l'augmentation du nombre de bourse dans le cadre du programme bilatéral Abaï-Verne », convenant par ailleurs de « poursuivre les travaux relatifs à la création, au Kazakhstan, d'une université franco-kazakhstanaïse. »^[17]

Les chefs d'État ont également souligné l'importance que revêt l'accord intergouvernemental sur l'ouverture d'établissements d'enseignement français au Kazakhstan et l'enseignement du français dans les écoles secondaires du pays, encourageant ce faisant le renforcement des coopérations dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnel. L'accord entre la France et le Kazakhstan prévoit l'ouverture de deux écoles françaises, à Astana et Almaty, qui seront gérées par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les élèves de l'enseignement secondaire issus de ces établissements se verront remettre leur diplôme par le ministère français de l'Éducation nationale. À l'avenir, de nouveaux projets et partenariats dans le domaine de l'éducation pourraient voir le jour grâce aux liens étroits entre la France et le Kazakhstan, ainsi qu'à leur volonté commune de coopérer.

À l'échelle européenne cette fois, le Kazakhstan participe activement à des programmes majeurs tels qu'Erasmus+ et les actions Marie Skłodowska-Curie dans le cadre d'Horizon Europe. Ces programmes offrent aux étudiants et chercheurs kazakhstanaïses l'opportunité de bénéficier d'une expérience internationale et de développer leurs compétences dans des environnements académiques européens. L'engagement du Kazakhstan dans ces initiatives témoigne de sa volonté de s'inscrire dans un réseau européen et international de collaboration scientifique et éducative, renforçant d'autant plus le développement des capacités nationales dans des domaines clés. C'est à cette aune que « l'UE a salué en 2023 la contribution du Kazakhstan à la constitution de l'espace de l'enseignement supérieur d'Asie centrale » à l'occasion de la vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan.^[18]

En somme, le Kazakhstan joue un rôle actif dans le développement de l'enseignement supérieur en Asie centrale, contribuant ainsi à une dynamique vertueuse dans la région. Les efforts renforcés en faveur de l'éducation et de la recherche reflètent la volonté du

Kazakhstan de consolider toujours plus ses liens avec ses partenaires et d'asseoir son rayonnement régional et international. Ils témoignent également de la volonté du pays de s'inscrire dans une trajectoire de croissance durable et inclusive, plaçant l'éducation et la recherche au cœur de son agenda politique et économique. En 2023, le Kazakhstan se classe 67^{ème} sur 193 pays dans l'Indice de développement humain^[19], plaçant le pays devant la Chine (75^{ème}), l'Azerbaïdjan (89^{ème}) ou encore l'Ouzbékistan (106^{ème}).

4. Sur le chemin du progrès : les défis à relever pour l'avenir

Le Kazakhstan s'est rapidement engagé dans une dynamique soutenue d'ouverture à la suite de son indépendance. Ces dernières années, la République d'Asie centrale a fait montre de sa volonté de moderniser toujours plus son organisation politique, de renforcer la résilience de ses chaînes de valeur et, plus généralement, de s'affirmer comme géant économique régional à vocation internationale.

En matière de modernisation politique, le Kazakhstan gagnera à renforcer toujours plus le bon fonctionnement de ses institutions démocratiques et à poursuivre les efforts engagés en faveur d'une plus grande transparence. La consolidation de l'indépendance de la justice et l'établissement de mécanismes robustes de lutte contre la corruption sont des piliers essentiels de la modernisation politique en cours au Kazakhstan. Il s'agit ainsi pour le pays de s'appuyer sur les progrès réalisés ces dernières années pour continuer à renforcer l'État de droit et garantir les droits fondamentaux des citoyens, dynamique qui permettra de renforcer d'autant plus la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Sur le plan économique, alors que le Kazakhstan déploie un nouveau modèle économique, des défis persistent pour renforcer toujours plus la compétitivité et la diversification de l'économie kazakhstanaïse, tout en accordant une attention particulière aux enjeux de transition écologique. Ces défis sont autant d'opportunités à saisir pour stimuler l'innovation, investir dans les industries émergentes et renforcer la résilience de l'économie face aux chocs externes. C'est en ce sens que le Président de la République a évoqué, lors de la troisième réunion du Congrès national qui s'est tenue le 15 mars 2024 à Atyrau, plusieurs priorités stratégiques parmi lesquelles le renforcement de l'économie de marché, le développement de la digitalisation et de l'intelligence artificielle, le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat ou encore le renforcement des infrastructures et capacités de transit et de transport. Si le Kazakhstan a réalisé des avancées significatives en la matière, notamment en investissant dans des secteurs tels que les technologies vertes et les transports, le maintien et l'accélération de ces efforts sera un ingrédient clé de la diversification de son économie.

Pour répondre aux défis posés par le changement climatique, le Kazakhstan s'est engagé à accélérer sa transition vers une économie plus verte et plus durable. L'intensification de ces efforts et l'accélération du rythme de cette transition vers un modèle plus soutenable passera notamment par des investissements accrus dans les énergies renouvelables et par une nécessaire coopération technique entre le Kazakhstan et ses partenaires internationaux, notamment européens.

¹⁷ Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République du Kazakhstan, 1^{er} novembre 2023

¹⁸ Conseil de l'Union européenne, Vingtième réunion du Conseil de coopération UE-Kazakhstan, 23 octobre 2023

¹⁹ Calculé chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement, l'indice de développement humain (IDH) correspond à un indice composé permettant d'évaluer le niveau de développement des pays en se fondant sur la qualité de vie des ressortissants, et non pas sur des données strictement économiques

Dans ce contexte, le Middle Corridor évoqué supra représente une opportunité stratégique pour le Kazakhstan, hub stratégique entre l'Est et l'Ouest. Il peut contribuer à restructurer les chaînes d'approvisionnements sur le continent, renforcer la résilience commerciale du Kazakhstan et son autonomie vis-à-vis de ses partenaires commerciaux russe et chinois. Le renforcement des exportations vers l'Europe via le Middle Corridor ou encore l'exploration de nouveaux marchés potentiels au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud et du Sud Est participeront pleinement des efforts de diversification de l'économie, tout en permettant au Kazakhstan de se positionner sur des segments de production à plus haute valeur-ajoutée. Le renforcement de la coopération dans la gestion du corridor, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des infrastructures, la numérisation des procédures et la réduction des délais aux frontières peuvent permettre de renforcer toujours plus l'attractivité de ce couloir de transit. La Banque mondiale estime ainsi que le Kazakhstan dispose d'un potentiel de 70 millions de tonnes d'exportations supplémentaires sur la période allant de 2021 à 2030, tout en considérant que « l'amélioration des pôles logistiques et la concentration d'activités spécialisées permettront aux entreprises d'offrir des solutions logistiques intégrées tout en bénéficiant de la colocalisation. »^[20] À l'occasion du forum « Global Gateway » des investisseurs en faveur de la connectivité des transports entre l'UE et l'Asie centrale qui s'est tenu à Bruxelles en janvier 2024, le Vice-Président exécutif de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a ainsi annoncé que 10 milliards d'euros seraient engagés par les institutions financières européennes et internationales en soutien et en investissements en faveur de la connectivité durable des transports en Asie centrale.

Lors de son allocution devant le congrès national qu'est le Kurultai en mars 2024, le Président Tokaïev a également mentionné la nécessité de prendre des mesures pour renforcer le rôle pivot que joue le Kazakhstan entre Est et Ouest. Il a notamment annoncé la construction de centres logistiques, le développement de nouvelles lignes ferroviaires ou encore le renforcement des infrastructures de transport maritime, le tout afin de donner un nouvel élan à l'économie du pays. Ces efforts d'investissement sont et seront complétés par d'autres initiatives, telles que l'accord conclu entre les compagnies nationales ferroviaires du Kazakhstan, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan pour développer un service multimodal sur la Trans-Caspian International Transport Route, afin d'offrir un guichet unique sur la route Chine – Europe et Turquie – Chine

Figure de proue de l'Asie centrale, le Kazakhstan est engagé dans une voie vertueuse pour réaliser pleinement son potentiel économique. Les réformes politiques, économiques et sociales détaillées dans le présent chapitre participent pleinement de la transformation de l'ancienne république soviétique, devenue aujourd'hui un géant centrasiatique. En poursuivant les réformes engagées tout en accordant une importance particulière aux enjeux de transitions écologique et numérique, le Kazakhstan ne fera que consolider sa stature et la portée de son ambition régionale et internationale. Par les partenariats stratégiques qu'il déploie avec ses voisins et d'autres acteurs sur la scène internationale, le Kazakhstan contribue à la stabilité et au développement de la région, tout en étant un contributeur proactif à l'agenda global.

20 « The Middle Trade and Transport Corridor: Policies and Investments to Triple Freight Volumes and Halve Travel Time by 2030 », Banque mondiale, 2023, p. 61

CHAPITRE 3

LE KAZAKHSTAN, UN CONTRIBUTEUR À L'AGENDA GLOBAL



1. Un engagement fort en faveur du multilatéralisme et de la coopération

Une politique étrangère « multivectorielle », une mobilisation forte au sein des organisations régionales et internationales

Depuis son indépendance en 1991, le Kazakhstan s'est positionné comme un fervent défenseur du multilatéralisme. Dès la chute de l'URSS, le pays a été amené à diversifier ses partenariats pour soutenir le développement de son économie, à identifier de nouveaux sentiers de croissance et à se distancer de toute velléité de puissance venant de l'extérieur. La République du Kazakhstan a établi des relations diplomatiques avec 187 États dans le monde et s'appuie sur un réseau diplomatique couvrant 75 pays et composé de 114 missions diplomatiques (70 ambassades, 24 consulats généraux, 9 consulats, 8 missions permanentes auprès d'organisations internationales et 3 autres missions diplomatiques). Sur son sol, le Kazakhstan accueille quant à lui 128 missions diplomatiques d'États étrangers. Aujourd'hui encore, fort de cette ambition diplomatique, le pays veille à diversifier ses partenariats, à maintenir des relations équilibrées avec les différentes puissances présentes en Asie centrale et à intégrer des forums et espaces de dialogue international pour contribuer à l'agenda global.

Dans sa sphère régionale comme au sein des institutions internationales, le Kazakhstan promeut le dialogue, l'échange entre nations et la médiation. Le pays s'engage ainsi régulièrement en faveur de la résolution pacifique de différents conflits. Sa politique étrangère dite « multivectorielle » se traduit par des visites régulières de dirigeants et diplomates venant d'Europe, des États-Unis, de Russie ou encore de Chine. Entretenant des relations étroites avec la Russie, figurant parmi les partenaires stratégiques du pays, le Kazakhstan a conclu avec Moscou plus de 300 accords dans différents domaines au cours des dernières années. Le Kazakhstan est également le premier partenaire économique et commercial de la Chine en Asie centrale, son partenariat stratégique avec Pékin reposant sur des principes de bon voisinage et d'amitié. La position géostratégique du pays, frontalier de la Chine, est également source de multiples opportunités d'échanges avec son voisin chinois, notamment via le transit de marchandises chinoises.

Par sa politique étrangère et le renforcement de ses liens avec l'Union européenne et les États-Unis, le Kazakhstan entend contrebalancer les volontés de puissance de ses voisins et s'affirmer comme une puissance régionale de plus en plus présente sur la scène internationale et de plus en plus ouverte tant à l'Est qu'à l'Ouest. Ces dernières années, l'évolution du contexte international, la guerre en Ukraine et l'intensification de la rivalité entre l'Europe et la Chine n'ont fait qu'accentuer le rôle stratégique qu'occupent l'Asie centrale et, au sein de la région, le Kazakhstan, à l'intersection des mondes russe, chinois et musulman.

Le Kazakhstan s'implique aujourd'hui dans plusieurs organisations de coopération régionale. Il est membre de la Communauté des États indépendants (CEI), organisation internationale favorisant la coopération et le développement des relations entre les pays de l'ex-Union soviétique. À l'échelle eurasiennne cette fois, le Kazakhstan est membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2011 pour succéder au « Groupe de Shanghai » (1996), qui se concentre plus particulièrement sur les questions de sécurité régionale et de lutte contre le terrorisme, le séparatisme ethnique et l'extrémisme religieux.

Le pays est également membre d'autres organisations à l'image de l'Union douanière, devenue par la suite Union économique eurasiatique, ou encore de l'Organisation des États turques. À l'échelle de l'Asie centrale, le Kazakhstan a initié plusieurs programmes visant à renforcer la coopération entre les États. L'initiative « Dostyk^[21] : Diplomacy » vise ainsi à renforcer les liens et la coopération entre les différents ministères des Affaires étrangères des pays d'Asie centrale.

Membre de l'Organisation des Nations unies (ONU) depuis le 2 mars 1992, le Kazakhstan est le premier pays d'Asie centrale à avoir été élu -durant le biennium 2017-2018- membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'un des principaux organes des Nations unies chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationale. L'ONU est une enceinte internationale à laquelle le Kazakhstan prête une attention toute particulière. Sur nomination du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, Kassym-Jomart Tokaïev, actuel Président du Kazakhstan, a ainsi occupé par le passé le poste de Directeur général de l'Office des Nations unies à Genève, de Secrétaire général adjoint et de Représentant personnel du Secrétaire général des Nations unies à la Conférence du désarmement. À cette aune, le pays accueille sur son sol plus d'une vingtaine de représentations ou d'antennes d'agence des Nations unies (UNICEF, UNESCO, PNUD, etc.).

Signe de sa volonté d'occuper une place centrale sur la scène internationale, le Kazakhstan a été la première ex-république soviétique à présider en 2010 l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Composée de 57 États participants d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie, l'OSCE est la plus grande organisation régionale de sécurité au monde. Elle « œuvre en faveur de la stabilité, de la paix et de la démocratie pour plus d'un milliard de personnes par le biais d'un dialogue politique autour de valeurs partagées et par des activités concrètes sur le terrain. »^[22] Enfant de la guerre froide, né en 1975 durant une période de dégel entre l'Est et l'Ouest, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe -qui deviendra OSCE en 1995- avait pour ambition initiale d'offrir un cadre propice au dialogue entre les pays d'Europe de l'Ouest et les membres du pacte de Varsovie, alliance militaire regroupant les pays d'Europe de l'Est et l'URSS. La présidence de l'OSCE accordée au Kazakhstan en 2010 vient ainsi rendre compte du positionnement singulier du Kazakhstan en Asie centrale. En novembre 2010, Astana a accueilli un sommet de l'OSCE, premier sommet de l'organisation à se tenir en Asie centrale intervenant onze ans après le précédent sommet d'Istanbul. C'est en ce sens que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, avait salué le rôle joué par le Kazakhstan dans l'ouverture d'« une nouvelle ère d'action et d'engagement ».^[23]

L'accession du Kazakhstan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 30 novembre 2015 marque une étape significative pour l'intégration économique du pays. Après vingt ans de négociations et de réformes visant à aligner ses politiques commerciales sur les normes internationales, le pays est devenu le 162ème membre de l'OMC. Son adhésion témoigne de l'engagement du Kazakhstan en faveur de l'ouverture économique et de la libéralisation des échanges. Elle reflète également sa volonté de jouer un rôle actif dans le commerce international, tout en consolidant sa position en tant que partenaire commercial fiable et responsable sur la scène mondiale.

²¹ Traduction : amitié

²² Site internet de l'OSCE, consulté le 27 avril 2024

²³ « Le Sommet de l'OSCE à Astana s'ouvre par un appel aux chefs d'État à faire progresser la sécurité euro-atlantique et eurasiatique », OSCE, 1er décembre 2010

En 2024, le Kazakhstan assure la présidence de nombre des organisations mentionnées jusqu'ici, à savoir l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), le Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral (IFAS) et l'Organisation des États turques.

L'aide publique au développement, un levier d'action pour le Kazakhstan

La contribution du Kazakhstan à l'agenda global s'inscrit également dans le cadre d'une politique d'aide publique au développement (APD), impulsée depuis 2020 par l'agence kazakhe de développement international, KazAID, unique agence d'aide au développement en Asie centrale. Depuis 2006, le Kazakhstan est selon la classification de la Banque mondiale une économie à revenu intermédiaire supérieur, le situant également parmi les donateurs potentiels d'aide au développement. À cette aune, le pays entend apporter à des pays partenaires une assistance en vue de favoriser leur développement économique et social et d'améliorer le bien-être des citoyens, le tout gratuitement ou à des conditions préférentielles. Cette stratégie s'inscrit également dans une dynamique visant à promouvoir le développement des nations, ainsi que la paix et la stabilité de la région.

Rattaché au ministère des Affaires étrangères, KazAID déploie la stratégie nationale du pays en matière d'aide publique au développement telle qu'actée par décret présidentiel en 2021. L'agence est amenée à coordonner des projets d'assistance technique, à mettre en place des espaces de dialogue (séminaires, réunions d'experts) sur les sujets relevant de sa compétence et recueillir les propositions de projets émanant des organisations publiques. KazAID déploie des projets bilatéraux avec des partenaires et a également signé huit accords de coopération avec des agences de coopération étrangères (Azerbaïdjan, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, Israël, Japon, Lituanie et Turquie). KazAid a aussi conclu divers accords de coopération avec des organisations kazakhstanaïses et régionales, parmi lesquelles le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (IFAS), ou encore des universités kazakhstanaïses de premier plan.

Depuis 2021, KazAid a ainsi mis en œuvre différents projets et programmes portant sur divers enjeux économiques et sociaux : autonomisation économique des femmes, soutien à l'entrepreneuriat, soutien à la transition numérique et à la modernisation de l'administration, amélioration de l'utilisation des ressources en eau dans la région, etc. L'aide publique au développement du Kazakhstan est en premier lieu orientée vers sa sphère régionale en témoignent les différents projets mis en œuvre au Kirghizstan, au Tadjikistan ou encore en Afghanistan. De telles initiatives contribuent par exemple à renforcer la stabilité régionale ou encore la sécurité alimentaire.

En 2023, l'agence a également endossé un nouveau rôle en tant que coordinateur de l'aide humanitaire proposée par le Kazakhstan. C'est en ce sens que le Kazakhstan a lancé, à la suite des violents séismes ayant touché la Turquie en février 2023, des travaux préparatoires en vue de la construction d'une école dans une zone touchée par les tremblements de terre. Au global, l'aide publique au développement du Kazakhstan s'élève chaque année à 40 millions de dollars, soit plus de 600 millions de dollars d'aides attribuées depuis le lancement des premières initiatives d'APD préalablement à la restructuration de la politique kazakhstanaïse en la matière autour de l'agence KazAid.

Membre invité du comité d'aide au développement de l'OCDE depuis 2015, le Kazakhstan entend asseoir sa stature de puissance moyenne et renforcer toujours plus l'efficacité de ses politiques mises en œuvre au service de la stabilité régionale et internationale. Afin de renforcer la coordination entre les organisations mobilisées, d'assurer un haut niveau de qualité des données statistiques et d'accompagner le développement de cette politique d'APD singulière en Asie centrale, l'Organisation de coopération et de développement économique et le Kazakhstan ont signé un accord stratégique en date du 13 décembre 2023, s'inscrivant dans le cadre du plan d'action 2022-2025 du pays en matière d'engagement auprès de l'organisation. Une feuille de route conjointe entre le Kazakhstan et l'OCDE est ainsi déployée pour amplifier la dynamique initiée en matière d'aide publique au développement, selon des standards élevés et grâce aux meilleures pratiques internationales en matière d'APD.

Des relations bilatérales soutenues entre la France et le Kazakhstan

Enfin, s'agissant plus particulièrement des relations bilatérales entre la France et le Kazakhstan, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies le 25 janvier 1992. Les accords posant les bases de cette relation ont été signés lors de la visite en septembre 1993 du Président français François Mitterrand, premier dirigeant européen à se rendre au Kazakhstan à la suite de la chute de l'URSS et de l'indépendance de la République.

La signature d'un traité de partenariat stratégique, en juin 2008, a permis de consolider les relations bilatérales. Le dialogue politique entre les deux pays est depuis entretenu par des visites bilatérales et des consultations régulières entre autorités. Le Président de la République française Emmanuel Macron s'est ainsi rendu au Kazakhstan en novembre 2023 dans le cadre d'une visite officielle marquant le quinzième anniversaire de la signature du Traité de partenariat stratégique. Les Présidents Macron et Tokaïev ont réaffirmé « leur volonté commune de contribuer au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité aux niveaux mondial et régional, en particulier au Proche-Orient. »^[24]

Des efforts sont également déployés entre partenaires français et kazakhstaniens pour renforcer la coopération et les échanges bilatéraux en matière de numérique et d'innovation, ou encore dans le domaine de la santé, incluant l'approfondissement de partenariats entre centres de recherche ou encore le développement de la télémédecine.

2. Une mobilisation proactive sur les grands enjeux globaux et en faveur de la résolution des conflits

Le Kazakhstan porte des causes de premier plan parmi lesquelles la lutte pour le désarmement nucléaire complet d'ici à 2045 et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

En accédant à l'indépendance en 1991, le Kazakhstan a hérité de l'URSS 1 040 ogives nucléaires, sept bombardiers lourds et de centaines de missiles balistiques intercontinentaux^[25]. Le Kazakhstan a toutefois choisi de renoncer à cet arsenal et de

²⁴ Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République du Kazakhstan, 1er novembre 2023

²⁵ « Lessons from Kazakhstan », Belfer Center, Harvard Kennedy School, janvier 2017

rejoindre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dès 1992. Le pays s'est ainsi engagé à respecter les obligations posées par le traité, pierre angulaire de l'action internationale visant à prévenir la prolifération des armes nucléaires. Le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk a été définitivement fermé au lendemain de l'indépendance. Au-delà du respect des dispositions du traité, le Kazakhstan a adopté une posture proactive sur le sujet, menant plusieurs initiatives visant à réduire les menaces posées par les armes de destruction massive. Cette position a renforcé sa stature sur la scène internationale et la légitimité de son discours en matière de paix et de sécurité mondiales. Dans une dynamique similaire, le Kazakhstan est également membre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), dont la mission est d'appliquer les dispositions de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et sur leur destruction.

Le Kazakhstan a également fait le choix de devenir partie à plusieurs conventions du Conseil de l'Europe, principale organisation de défense des Droits de l'Homme en Europe, et d'adhérer à divers instruments dans le domaine de la justice pénale et de la lutte contre la corruption. Le pays est ainsi membre à part entière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe depuis 2011 et du Groupe d'États contre la corruption (Greco). C'est en ce sens que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a reconnu, dans sa résolution 1526 de 2006, l'importance du rôle joué par le Kazakhstan, « qu'elle considère comme l'un des piliers de la stabilité dans la région euro-asiatique ». Dans sa résolution 2193 de 2017, la même Assemblée parlementaire ajoute : « Sur la scène internationale, il convient de saluer le Kazakhstan pour sa contribution positive au règlement de problèmes internationaux majeurs comme le programme nucléaire de l'Iran et la crise en Syrie. Le pays est aussi un acteur de premier plan dans le traitement des problèmes auxquels est confrontée l'Asie centrale, comme le terrorisme, le trafic de drogue et les questions de sécurité liées à la situation en Afghanistan. »

Au-delà de son engagement sur des questions telles que le désarmement et la lutte contre la prolifération, le Kazakhstan se mobilise en faveur de la résolution de différends internationaux. Entre 2017 et 2023, le pays a ainsi accueilli le processus dit d'Astana sur la Syrie, prenant la forme d'une série de pourparlers de paix sur le conflit syrien parrainés par la Russie, l'Iran et la Turquie, et visant à compléter les pourparlers de paix de Genève dirigés par les Nations unies. L'objectif de ce processus était de parvenir à un cessez-le-feu durable en Syrie, de faciliter l'accès humanitaire dans les zones de conflit et de poser les bases d'un environnement propice à un règlement politique du conflit. Ces pourparlers ont abouti à plusieurs accords de cessez-le-feu dans différentes parties de la Syrie. Ce faisant, le Kazakhstan a affirmé sa stature de négociateur et de médiateur sur la scène internationale. Une démarche similaire sera menée par le Kazakhstan dans le cadre des pourparlers de 2013 à Almaty sur la question du nucléaire iranien ou, plus récemment encore, dans le cadre du conflit opposant l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la question des frontières et du Haut-Karabagh. Le 10 mai 2024, Almaty a en effet accueilli des négociations bilatérales entre les ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais, le Kazakhstan s'étant positionné comme un hôte neutre de ces négociations. Œuvrant en faveur de l'établissement « d'une paix juste et durable dans le Caucase du Sud, dans le respect du droit international », la France a tenu à « saluer l'initiative des autorités du Kazakhstan pour faciliter la tenue de ces pourparlers. »^[26]

²⁶ « Arménie/Azerbaïdjan – Négociations entre ministres des Affaires étrangères (12 mai 2024) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, consulté le 1er juin 2024

Pays à majorité musulmane d'obédience sunnite (environ 70 % de la population ; les chrétiens représentant quelque 25 % de la population), le Kazakhstan est un Etat laïc qui promeut la tolérance en matière religieuse. Le pays est fortement mobilisé contre le radicalisme islamiste, venant notamment d'Afghanistan, source de déstabilisation dans la région. Le Kazakhstan coopère étroitement avec différents acteurs contre le terrorisme international et plus largement contre le crime et le trafic de drogue, qui alimente les réseaux terroristes. Le pays est membre du Central Asian Regional Information and Coordination Center (CARICC) et accueille sur son sol le siège du bureau central de l'organisation, outil de coopération policière en matière de lutte contre le trafic de drogue en Asie centrale. Bénéficiant du soutien de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime et d'États au statut d'observateurs (parmi lesquels les États-Unis, la France ou encore le Royaume-Uni), le CARICC permet de renforcer les échanges opérationnels entre les officiers d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, d'Ouzbékistan, de Russie, du Tadjikistan et du Turkménistan. Il constitue un outil supplémentaire dans la lutte contre le trafic de drogue provenant notamment d'Afghanistan, figurant parmi les premiers producteurs d'opiacés et de cannabis au monde.

En outre, le Kazakhstan entend jouer régulièrement un rôle de médiateur dans le règlement des conflits régionaux, cherchant à s'attaquer aux causes profondes du terrorisme parmi lesquelles figurent les tensions ethniques, religieuses et politiques. C'est à cette aune que le pays s'efforce de promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel en tant que moyen de prévenir l'extrémisme et la radicalisation des esprits. En 2022, le pays a accueilli le VIIe Congrès des responsables des religions mondiales et traditionnelles, qui a réuni une centaine de délégués dont le Pape François. Ce faisant, le représentant de l'Église catholique a marché dans les pas du Pape Jean-Paul II, qui s'était également rendu à Astana en septembre 2001 dans le cadre de son 95e voyage apostolique. À l'occasion de son déplacement au Kazakhstan, le pontife avait souligné la dimension multiculturelle qui caractérise le pays et la société kazakhstanaise : « L'esprit d'ouverture et de collaboration fait partie de votre tradition, parce que le Kazakhstan est depuis toujours une terre de rencontre et de coexistence entre traditions et cultures différentes. »^[27]

In fine, le Kazakhstan joue un rôle de plus en plus important sur la scène mondiale en tant que promoteur de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Ses actions dans des domaines tels que le désarmement, la médiation des conflits, la lutte contre le terrorisme et la promotion du dialogue interreligieux témoignent de la proactivité de sa diplomatie et de son engagement en faveur de la coopération internationale.

3. La nécessaire lutte contre le changement climatique

Parmi les enjeux globaux qui appellent à une coopération internationale renforcée, le changement climatique occupe une place de premier plan et représente un défi majeur pour l'Asie centrale. La hausse des températures, sous l'effet du dérèglement climatique, risque d'accentuer l'aridité dans la région, notamment dans la partie occidentale du Kazakhstan.^[28] Le Kazakhstan n'est en effet pas épargné par les vagues de chaleur, les périodes de sécheresse et le déficit en ressources hydriques. Le changement climatique vient également menacer la sécurité alimentaire de la région, les rendements en blé

pouvant être amenés à diminuer dans les années à venir.

Bien que le Kazakhstan ne représente que 0,61 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre^[29], le pays s'est engagé en faveur de la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement. Il a ainsi été le premier pays d'Asie centrale à ratifier l'Accord de Paris. À l'occasion de la conférence de Dubaï de 2023 sur les changements climatiques (COP28), le Président Tokaïev a rappelé lors d'une allocution officielle que le Kazakhstan soutenait « pleinement l'appel urgent des Nations unies en faveur d'action tangibles pour protéger notre environnement pour les générations futures. »

Dans sa contribution déterminée au niveau national (CDN)^[30] de juin 2023, le Kazakhstan s'est engagé à réduire à minima ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 15 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990, avec pour objectif de viser une réduction de 25 % sous réserve de soutien international. La CDN du Kazakhstan comporte plusieurs volets d'action, ciblant notamment l'agriculture, l'eau ou encore la foresterie. Par ailleurs, tandis que les glaciers d'Asie centrale ont perdu entre 20 et 30 % de leur volume au cours des cinquante dernières années, Almaty accueille depuis 2020 un centre de recherche régional de l'UNESCO dédié à la glaciologie, réunissant une vingtaine de chercheurs internationaux.

Si l'économie kazakhstanaise repose principalement sur les hydrocarbures, le Kazakhstan entend également contribuer à la transition énergétique et développer de nouvelles sources d'énergies décarbonées, en témoigne le projet de parc éolien de 1,2 GW déployé par TotalEnergies dans le Sud du Kazakhstan, dans la région de Zhambyl. Il s'agit-là de la plus grande initiative dans le domaine de l'énergie éolienne jamais entreprise au Kazakhstan, représentant un investissement de quelque 1,4 milliard de dollars. C'est en ce sens que le Président Tokaïev a souligné lors de la COP28 « le potentiel extraordinaire » du Kazakhstan dans le développement des énergies renouvelables, parmi lesquelles l'énergie éolienne et solaire ainsi que l'hydrogène.

La transition écologique et la décarbonation s'appuient sur une consommation significative de minéraux de transition (pour la fabrication des batteries de véhicules électriques, de panneaux solaires, d'éoliennes, etc.), des ressources clés suscitant des tensions internationales. Le Kazakhstan occupe une position stratégique en tant que détenteur de ressources naturelles de premier plan. Principal exportateur mondial d'uranium, représentant plus de 40 % de l'offre mondiale, le pays est déjà un maillon essentiel dans la chaîne d'approvisionnement de cet intrant clé pour la production d'électricité à faible émission de carbone via l'énergie nucléaire. Dans les prochaines années, il sera ainsi amené à jouer un rôle stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en ressources de transition ; un engagement réaffirmé par le Président Tokaïev lors de la COP28. Par ailleurs, le pays prévoit de lancer des consultations publiques sur la construction de sa première centrale nucléaire, qui viendrait marquer une étape significative vers la diversification de son mix énergétique.

Pour atteindre la neutralité carbone, le Kazakhstan mobilise son fonds souverain Samruk-Kazyna, évoqué précédemment, qui a pour ambition de soutenir le développement de technologies à faible émission. Les efforts de coopération entre le Kazakhstan et ses

27 Visite pastorale au Kazakhstan, discours du Pape Jean-Paul II à l'occasion de la cérémonie de bienvenue, Aéroport international d'Astana, samedi 22 septembre 2001

28 « Feeling the Heat: Adapting to Climate Change in the Middle East and Central Asia », Fonds monétaire international, 2022

29 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), page « Kazakhstan », consulté le 27 avril 2024

30 Les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont des actions que les Parties (pays) à l'Accord de Paris prévoient d'entreprendre pour lutter contre le changement climatique (PNUD)

partenaires s'inscrivent également dans cette dynamique de lutte contre le changement climatique. Un accord intergouvernemental a ainsi été signé en 2021 entre la France et le Kazakhstan pour renforcer les activités de l'Agence française de développement (AFD) dans le pays, notamment en matière de transition énergétique et environnementale. Le Kazakhstan et la France ont également lancé un projet de recherche technique sur le tri et le traitement des déchets alimentaires, tandis que le renforcement de la coopération avec l'Union européenne doit permettre de développer des chaînes de valeur pour l'hydrogène et les batteries.

Lors de la COP28, le Kazakhstan a également annoncé rejoindre la « Global Methane Pledge » (GMP). Lancée en marge de la COP26, la GMP est une initiative visant à aider les États à prendre les mesures nécessaires pour réduire collectivement d'ici 2030 les émissions de méthane de 30 % par rapport aux niveaux de 2020. En adhérant à la GMP, le Kazakhstan s'engage à participer activement aux efforts mondiaux de réduction des émissions de méthane. Pour cela, il s'appuie notamment sur des efforts de coopération renforcés avec les États-Unis, portant sur la mise en œuvre de bonnes pratiques permettant d'atténuer les émissions de méthane provenant des mines de charbon, le contrôle des fuites de méthane, le développement de normes nationales et le soutien aux initiatives du secteur privé en la matière.^[31]

La gestion durable des ressources en eau représente un autre défi de premier plan à l'échelle mondiale et régionale. Pour tenir compte de la crise de l'eau, amenée à s'aggraver sous l'effet du changement climatique, un nouvel agenda mondial sur l'eau a été lancé. La tenue prochaine d'un One Water Summit en 2024, co-présidé par la France et le Kazakhstan, démontre l'engagement des deux pays à promouvoir la coopération internationale en matière de gestion durable des ressources en eau, en amont de la Conférence des Nations unies sur l'eau prévue en 2026. Le Kazakhstan s'investit fortement en faveur de la préservation de la mer d'Aral, qui fut dans les années 1960 le quatrième plus grand lac de la planète. En 2024, le pays a pris la présidence du Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral (IFAS), la préservation de la mer requérant une coopération internationale et des ressources financières majeures. Le pays appelle notamment la communauté internationale à accroître son soutien financier. Cette demande souligne l'urgence d'investissements supplémentaires pour faire face aux multiples défis écologiques qui menacent la région, notamment la perte de biodiversité, mais aussi les problèmes de santé publique liés à l'évaporation de pesticides présents au fond du bassin.

En conclusion, par le biais de mesures concrètes telles que la ratification de l'Accord de Paris, le développement des énergies renouvelables à accélérer et la coopération avec des partenaires internationaux, le Kazakhstan s'affirme comme un acteur clé en Asie centrale et à l'échelle internationale dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement pour les générations futures. En 2023, le pays se place à la 54^{ème} position du Green Future Index (occupant la première place parmi les États de la CEI), classement réalisé par MIT Technology Review à partir des engagements formulés et des progrès réalisés par les pays en faveur de la diminution de leurs émissions de carbone. C'est ainsi et afin de catalyser l'action climatique en Asie centrale que le Kazakhstan a annoncé l'organisation, sous les auspices de l'ONU, d'un sommet climatique régional en 2026.

³¹ U.S.-Kazakhstan Joint Statement on Accelerating Methane Mitigation to Achieve the Global Methane Pledge, Département d'État des États-Unis, consulté le 30 mai 2024

4. Etude de cas : le Kazakhstan et l'OCDE

À la lumière de l'engagement soutenu du Kazakhstan en faveur du multilatéralisme et du rôle crucial joué par l'OCDE sur la scène internationale, il convient de s'attarder sur les liens noués entre la République d'Asie centrale et l'institution internationale, le Kazakhstan ayant formulé le souhait de se hisser au niveau des économies les plus avancées et de rejoindre à terme l'OCDE.

De 1961 à aujourd'hui : l'OCDE dans un monde en mutation

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a pour mission de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde. Établie en 1961 et basée à Paris, l'OCDE rassemble aujourd'hui 38 pays membres.

Ancêtre de l'OCDE, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) est instaurée en 1948, en réponse aux ravages de la Seconde Guerre mondiale et à la nécessité de reconstruire l'Europe. Réunissant 18 pays d'Europe occidentale, l'OECE incarne les prémices d'une coopération économique et d'un développement partagé. Il s'agit alors d'une organisation dédiée à la gestion et à la coordination des efforts du Plan Marshall, visant à fournir une assistance substantielle à l'Europe pour sa reconstruction. Dans les mois qui suivent sa création, l'OECE devient opérationnelle et commence à allouer les aides prévues aux pays bénéficiaires, conditionnant ces dernières à une coopération régionale et à des objectifs communs.

Bien que l'assistance du Plan Marshall prît fin une fois l'Europe reconstruite, les principes de collaboration instaurés perdurèrent. Les pays membres continuèrent à partager leurs expériences et à s'engager autour d'aspirations communes. Ainsi, le 14 décembre 1960, à Paris, la Convention transformant l'OECE en une nouvelle entité, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), fut signée, marquant le début d'une nouvelle ère. Dans les décennies qui suivent, l'OCDE s'élargit pour inclure 38 pays membres, s'étendant au-delà de l'Europe pour accueillir des nations d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique. Forte de son héritage et de ses valeurs fondatrices, l'OCDE s'engage à promouvoir des politiques favorisant une « vie meilleure », s'appuyant sur la coopération internationale et les leçons tirées de l'OECE pour relever les défis mondiaux.

Un engagement en faveur de politiques publiques cohérentes et de normes communes

Depuis sa création, « l'OCDE relève le niveau d'exigence dans la plupart des domaines de l'action publique aux niveaux national et international, en mettant à profit ses normes communes fondées sur des données factuelles, ses statistiques et analyses qui font référence, ses plateformes de dialogue et le soutien qu'elle apporte à la mise en œuvre de réformes », comme le souligne Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE.^[32] C'est en ce sens que l'OCDE a directement élaboré ou contribué à l'élaboration de solutions concrètes et de politiques publiques en réponse à des défis socio-économiques de premier plan. Parmi celles-ci figurent le développement du principe pollueur-payeur dans les années

³² « Mettre la barre plus haut : des politiques meilleures pour une vie meilleure », OCDE, 2019

70, la mise en place du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) pour évaluer les performances éducatives des pays, les efforts actuels pour accroître la transparence fiscale, ainsi que de récents travaux visant à explorer les opportunités offertes par l'intelligence artificielle.

Cette coopération est également source d'économies et de mutualisation pour les pays membres. Ainsi et par exemple, le système d'acceptation mutuelle de données (AMD) de l'OCDE, qui assure qu'un test chimique effectué dans un pays soit reconnu par plus de 40 autres pays, permet d'économiser 309 millions d'euros par an.^[33] Sur un volet plus administratif, la mise en œuvre de la Recommandation de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires vient faciliter la réduction des procédures administratives. Il est ainsi estimé que la Grèce a économisé 4,08 milliards d'euros en frais administratifs grâce à celle-ci.^[34]

Dans le cadre de ses actions stratégiques, l'OCDE concentre son expertise sur quatre domaines fondamentaux :

- Renforcement de la confiance institutionnelle et réglementaire : l'OCDE s'engage à restaurer la confiance dans les marchés, les institutions et les entreprises en promouvant des réglementations efficaces et une gouvernance transparente à tous les niveaux. Par le biais de recommandations politiques fondées sur des données probantes, l'organisation vise à créer un environnement propice à la confiance des investisseurs et des citoyens, favorisant ainsi la stabilité économique ;
- Stabilité financière et viabilité budgétaire : l'OCDE œuvre pour accompagner les gouvernements dans le pilotage de leurs finances publiques, dont la bonne gestion est indispensable à une croissance économique durable. À travers des analyses approfondies et des conseils stratégiques, elle encourage les politiques budgétaires responsables et la gestion prudente de la dette publique, contribuant ainsi à prévenir les crises financières et à soutenir la prospérité à long terme ;
- Promotion de l'innovation et de la croissance verte : dans un contexte de transition vers une économie plus durable et de changement climatique transformant en profondeur l'ensemble des chaînes de valeur et des industries, l'OCDE encourage l'innovation et soutient les stratégies de « croissance verte » respectueuses de l'environnement. En identifiant les opportunités émergentes et en facilitant l'adoption de politiques favorables à l'écologie, l'organisation favorise une croissance économique inclusive et respectueuse des ressources naturelles ;
- Développement des compétences et avenir du travail : face aux défis posés par l'évolution rapide du marché du travail, l'OCDE accompagne les gouvernements pour que chacun des citoyens, quel que soit son âge, puisse acquérir les compétences nécessaires pour trouver sa place dans l'économie de demain. En soutenant des programmes de formation et des politiques éducatives novatrices, elle vise à promouvoir l'employabilité, la productivité et le bien-être des individus, contribuant ainsi à une croissance économique durable et inclusive.

L'OCDE apporte une attention particulière à l'élaboration de normes cohérentes qui tirent les pays membres « vers le haut ». Les normes représentent l'expression d'une vision

³³ « Les produits chimiques sous haute surveillance », OCDE, consulté le 27 avril 2024

³⁴ « Mettre la barre plus haut : des politiques meilleures pour une vie meilleure », OCDE, 2019

partagée par les autorités publiques s'agissant des meilleures politiques ou pratiques à appliquer dans un domaine spécifique. Au sein de l'OCDE, ces normes se présentent sous deux formes : certaines sont juridiquement contraignantes, à l'image des décisions ou conventions internationales, tandis que d'autres sont non contraignantes, à l'image des recommandations. Le processus d'élaboration des normes à l'OCDE est initié à la demande des pays membres et est adopté par consensus. Il repose sur une approche rigoureuse fondée sur des données factuelles et est piloté par des comités d'experts, en collaboration avec diverses parties prenantes.

Les normes de l'OCDE jouent un rôle crucial dans l'harmonisation des règles du jeu à l'échelle mondiale, en favorisant une coopération technique internationale accrue et en contribuant à la réalisation d'objectifs stratégiques communs visant à améliorer le bien-être des citoyens. Depuis sa création, l'OCDE a développé plus de 450 normes internationales, comprenant des conventions, des recommandations, des lignes directrices et des déclarations. Actuellement, plus de 250 instruments juridiques sont en vigueur, couvrant divers domaines sectoriels, certains d'entre eux s'appliquant à plusieurs domaines simultanément.

La production d'analyses par l'OCDE permet quant à elle d'éclairer la prise de décision publique et les réformes mises en œuvre au sein des pays membres. Latout de l'OCDE réside dans sa capacité à faciliter l'échange de connaissances entre pays, ainsi qu'à comparer et analyser les meilleures pratiques. Les examens par pays permettent plus particulièrement de comparer les politiques nationales dans un domaine spécifique et de formuler des recommandations d'actions précises. Cela favorise l'alignement sur les bonnes pratiques, améliore la mise en œuvre des normes de l'OCDE et aide les gouvernements à obtenir le soutien de leurs citoyens. À titre d'exemple, après l'examen du secteur de la radiodiffusion et des télécommunications au Mexique, des réformes ont été mises en œuvre et ont entraîné selon l'OCDE des économies de plusieurs milliards de dollars pour les consommateurs entre 2015 et 2017, 50 millions d'abonnements supplémentaires à Internet haut débit et une baisse des prix de l'Internet et des appels mobiles.^[35]

Un élargissement continu

Les 38 pays membres actuels de l'OCDE sont répartis géographiquement à travers le monde, couvrant une large zone allant de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique. Chacun de ces pays est représenté au sein du Conseil de l'OCDE par des ambassadeurs, chargés de superviser les travaux de l'organisation et de formuler des recommandations conformément aux dispositions de la Convention relative à l'OCDE. Ces ambassadeurs collaborent étroitement avec les experts de l'OCDE ainsi qu'avec des délégations d'autres pays, tirant parti des données et des analyses fournies par l'organisation. Ils jouent un rôle crucial dans les examens des pays menés par l'OCDE, contribuant ainsi à promouvoir l'amélioration des performances économiques et sociales à l'échelle mondiale. Si l'Union européenne ne dispose pas de droit de vote au sein de l'organisation, elle participe activement aux travaux de l'OCDE.

En 2020, la Colombie a intégré l'OCDE, suivie en 2021 par le Costa Rica qui en est devenu le 38ème pays membre. En janvier 2022, le Conseil de l'OCDE a ouvert les discussions d'adhésion avec six pays candidats : l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et

³⁵ « Mexique: réformer les télécommunications », OCDE, consulté le 28 avril 2024

la Roumanie. Les feuilles de route pour l'adhésion du Brésil, de la Bulgarie, de la Croatie, du Pérou et de la Roumanie ont été approuvées lors de la réunion ministérielle du Conseil tenue le 10 juin 2022. Des pourparlers sont en cours concernant les prochaines étapes de l'adhésion de l'Argentine.

Le processus d'adhésion à l'OCDE est le résultat d'un examen rigoureux et d'une évaluation approfondie des capacités et des politiques des pays candidats. Dans un premier temps, l'ouverture des discussions d'adhésion est décidée par le Conseil de l'OCDE, composé de tous les membres de l'organisation. Ces discussions peuvent être lancées soit de manière proactive par le Conseil, soit en réponse à une demande formelle d'adhésion soumise par un pays intéressé. Une fois les discussions ouvertes, une feuille de route détaillée est adoptée, précisant les conditions, les modalités et le processus d'adhésion. Cette feuille de route guide les examens techniques menés par les différents comités de l'OCDE dans divers domaines, évaluant la volonté et la capacité du pays candidat à respecter les normes et les pratiques de l'OCDE.

À l'issue de ces examens, le Conseil de l'OCDE décide d'inviter ou non le pays candidat à devenir membre. En cas d'invitation, des négociations sont entamées pour élaborer un Accord d'adhésion, qui doit ensuite être signé par le pays candidat. Le pays doit prendre les mesures nécessaires à l'intérieur de son propre système juridique et politique pour ratifier cet accord. Une fois cette démarche réalisée, le pays dépose un "instrument d'adhésion" à la Convention de l'OCDE. Dès lors que le dépôt est effectué, le pays devient officiellement membre de l'OCDE.

Ce processus, bien que long et complexe, témoigne de l'engagement de l'organisation à promouvoir des politiques économiques et sociales de qualité à travers le monde, en veillant à ce que ses membres adhèrent aux normes internationales les plus élevées.

Des liens qui se consolident entre l'OCDE et le Kazakhstan

Depuis 2008, l'Organisation s'appuie sur son Programme de compétitivité de l'Eurasie (OECD Eurasia Competitiveness Programme), qui a pour ambition de soutenir les efforts engagés par la région pour relever les défis économiques qui s'offrent à elle. Au sein de ce Programme, une Initiative pour l'Asie centrale (OECD Central Asia Initiative, CAI) a pour ambition de renforcer la compétitivité de la région et d'attirer davantage d'investissements étrangers dans les sept pays que sont l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Mongolie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Aux côtés de l'Union européenne, le Kazakhstan, occupe une place centrale dans ce dispositif en tant que co-Président de l'Initiative. Ce rôle stratégique permet au pays de participer activement à la définition des priorités de travail de la CAI et à l'identification de nouveaux domaines de collaboration. Les projets réalisés dans ce cadre sont variés et comprennent tant des travaux analytiques approfondis, des activités de renforcement de capacités que du suivi de mise en œuvre de réformes.^[36]

Une « semaine eurasiatique de l'OCDE » a également été instituée afin de renforcer toujours plus les relations entre l'Asie centrale et l'Organisation et d'offrir une plateforme de dialogue sur les grands enjeux influant sur la compétitivité et le développement de la région. En 2017 à Almaty, la semaine eurasiatique a ainsi réuni plus de 450 participants -

³⁶ "Central Asia, OECD Eurasia Competitiveness Programme", OCDE, consulté le 25 juin 2024

parmi lesquels le Secrétaire général de l'OCDE, le Premier ministre du Kazakhstan et de nombreux acteurs institutionnels – et a offert de nombreuses opportunités pour renforcer toujours plus les relations entre l'OCDE et les pays eurasiatiques.^[37]

Si aucun État d'Asie centrale n'est membre de l'Organisation, l'OCDE a mis en place une relation particulièrement étroite avec le Kazakhstan, pays dans la région avec lequel elle entretient le plus d'échanges : « depuis 2008, le Kazakhstan est devenu l'un des partenaires les plus actifs de l'OCDE dans la région de l'Eurasie, collaborant avec l'Organisation pour améliorer la qualité de ses politiques sociales, économiques et environnementales ainsi que de ses institutions. »^[38] Au-delà des « partenaires clés » de l'OCDE, parmi lesquels les plus grandes économies du monde dont l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le Kazakhstan est le seul pays à avoir mis en œuvre les trois formats d'interaction formalisée avec l'OCDE : le Programme-pays^[39], le mémorandum d'accord et le plan d'action.

L'organisation fournit notamment une expertise technique, des analyses et des recommandations politiques pour soutenir les efforts de réforme entrepris par le Kazakhstan, tout en permettant au pays de capitaliser sur les normes et les meilleures pratiques observées au sein de l'OCDE. Lors d'une conférence donnée à l'Université Nazarbaïev à Astana le 23 octobre 2017, Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, avait ainsi déclaré : « Le monde continue de se rapprocher et de s'intégrer. Les politiques publiques et la gouvernance mondiale doivent rattraper leur retard. Seule une approche plus moderne, plus globale et plus inclusive de la gouvernance économique internationale, s'appuyant sur les expériences et les ressources des économies développées et émergentes, permettra de garantir que la mondialisation débouche sur de meilleures politiques pour de meilleures vies. » À cette aune, plusieurs domaines font l'objet d'une coopération entre le Kazakhstan et l'organisation^[40] :

- la gouvernance publique et la lutte contre la corruption ;
- la croissance verte et la politique environnementale ;
- la fiscalité ;
- la santé, l'emploi et l'inclusion sociale ;
- l'éducation et le marché du travail ;
- la compétitivité, l'investissement et le climat des affaires ;
- le commerce ;
- la concurrence.

En janvier 2015, l'OCDE et le Kazakhstan ont signé un protocole d'accord fournissant un cadre pour la réalisation de nombreux projets conjoints et permettant au Kazakhstan d'intégrer plusieurs comités et organes subsidiaires de l'OCDE. « L'introduction des meilleures pratiques de l'OCDE dans nos politiques est une condition préalable pour renforcer notre rôle dans l'économie mondiale », avait alors déclaré le Premier ministre du Kazakhstan, soulignant l'importance de la dynamique engagée avec l'OCDE. Le Secrétaire

³⁷ OCDE, "Openness for Shared Prosperity, Eurasia Week 2017," OCDE, consulté le 24 juin 2024, <https://www.oecd.org/eurasia-week/eurasia-week-2017-openness-shared-prosperity.htm>

³⁸ OCDE, page « Kazakhstan », consulté le 27 avril 2024

³⁹ Le Programme-pays est un instrument de l'OCDE qui permet à certaines économies partenaires de bénéficier de l'expertise et des meilleures pratiques de l'organisation, de renforcer leurs institutions et de développer les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des réformes économiques et sociales efficaces

⁴⁰ OCDE, page « Kazakhstan », consulté le 27 avril 2024

général de l'OCDE, Angel Gurría, avait quant à lui indiqué être « convaincu que les effets positifs du programme national [bénéficieraient] aux agendas de réforme d'autres pays de la région. » Le Kazakhstan était alors l'une des quatre économies partenaires, aux côtés du Pérou, du Maroc et de la Thaïlande, sélectionnées pour un tel programme de travail bilatéral, couvrant des domaines variés tel qu'évoqué supra.^[41]

Par la suite, un mémorandum signé en 2018 entre les deux parties est venu formaliser, pour la période 2019-2022, la coopération du Kazakhstan avec l'OCDE. En l'espèce, l'ambition du mémorandum est de poursuivre les réformes structurelles mises en œuvre par le Kazakhstan sur la base des recommandations de l'Organisation et de renforcer les opportunités de coopérations, qu'il s'agisse de travaux de recherches conjointement menés ou encore de la participation du Kazakhstan au sein d'instances de coopération.

Lors de sa visite officielle en France, le 30 novembre 2022, le Président Tokaïev a souligné auprès du Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, l'importance stratégique de ce mémorandum d'accord signé avec l'OCDE et offrant un cadre essentiel pour orienter les efforts du Kazakhstan vers des réformes structurelles en cohérence avec les normes internationales promues par l'OCDE : « Les relations avec l'OCDE ont toujours été une priorité pour le Kazakhstan. Nous souhaitons maintenir nos liens avec votre organisation. Nous vous sommes également reconnaissants pour vos recommandations et propositions concernant le développement économique de notre pays. »^[42] Lors de cette même rencontre, le Kazakhstan et l'OCDE ont par ailleurs adopté des amendements au mémorandum destinés à faciliter la coopération entre les deux parties.^[43]

Afin de saisir pleinement les opportunités offertes par la coopération avec l'OCDE, le Kazakhstan a mis en place un Conseil de coordination avec l'OCDE, fonctionnant sur une base permanente, sous la responsabilité du Premier ministre. Le Conseil est chargé de coordonner les initiatives et projets mis en œuvre en lien avec l'OCDE, de s'assurer de l'efficacité de la coopération et d'émettre des recommandations quant à la bonne application des normes et des recommandations de l'OCDE. La composition du Conseil traduit l'importance accordée par le Kazakhstan à cette coopération, l'organe étant présidé par le Premier ministre et composé d'acteurs institutionnels clés parmi lesquels plusieurs ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement.

Le pays est ainsi membre de 37 organes de travail de l'OCDE et a adhéré à 42 instruments juridiques de l'Organisation. Le pays participe notamment aux travaux du Comité de la concurrence, au Comité des statistiques et de la politique statistique, au Groupe de travail sur l'actionnariat public et la privatisation ou encore au Comité de la Concurrence. Le Kazakhstan est adhérent à la Déclaration et la Décision sur l'investissement international et les entreprises multinationales. A travers ces dernières, les gouvernements s'engagent à améliorer le climat des investissements étrangers et « favoriser la contribution positive

41 "OECD bolsters relationship with Kazakhstan – Signs Kazakhstan Country Programme Agreement," OCDE, consulté le 24 juin 2024 : <https://web.archive.oecd.org/2015-01-23/336791-oecd-bolsters-relationship-with-kazakhstan-signs-kazakhstan-country-programme-agreement.htm>

42 Rencontre entre le Président de la République du Kazakhstan et le Secrétaire général de l'OCDE, Matthias Cormann, "Présidence de la République du Kazakhstan, consulté le 25 juin 2024 : <https://www.akorda.kz/ru/glava-gosudarstva-provel-vstrechu-s-general-nym-sekretarem-oesr-matiasom-kormanom-30104254>

43 "Kazakh President Reaffirms Cooperation with OECD, Wraps Up Visit to France with Bilateral Agreements," The Astana Times, 1er décembre 2022

que les entreprises multinationales peuvent apporter au progrès économique et social. »^[44]

En matière de fiscalité internationale, le Kazakhstan a également rejoint le projet « Base Erosion and Profit-Shifting^[45] » (BEPS), qui pose un ensemble unique de règles pour protéger l'assiette imposable et lutter contre les stratégies d'évasion exploitant les failles et les différences dans les règles fiscales « en vue de faire disparaître des bénéfices à des fins fiscales ou de les transférer dans des pays ou territoires où l'entreprise n'exerce guère d'activité réelle ».^[46]

La structuration par le Kazakhstan d'une politique d'aide au développement, évoquée supra, offre également des opportunités de coopération approfondie entre la République d'Asie centrale et l'organisation de coopération internationale. Membre invité au sein du comité d'aide au développement depuis 2015, le Kazakhstan entend démontrer son engagement envers une coopération renforcée en fournissant les rapports et données permettant à l'OCDE d'effectuer son travail d'analyse et de livrer ses recommandations. La signature en décembre 2023 de l'accord de coopération en matière d'aide publique au développement entre le Kazakhstan et l'Organisation marque une étape supplémentaire sur ce chemin de coopération. Elle témoigne également de l'adhésion du Kazakhstan aux normes, aux principes et aux meilleures pratiques internationales.

Les liens entre le Kazakhstan et l'OCDE représentent un levier essentiel pour accompagner le pays sur sa trajectoire de modernisation et de progrès. En complément des réformes économiques et politiques mises en œuvre par le gouvernement kazakhstanaï, le partenariat noué entre le Kazakhstan et l'Organisation offre une plateforme permettant d'accéder à des expertises variées, de partager les bonnes pratiques et d'esquisser des réformes utiles pour l'avenir. En s'appuyant sur les ressources et les recommandations de l'OCDE, le Kazakhstan peut ainsi consolider son développement économique et social et poursuivre son chemin sur la voie de la modernisation et de la réforme. Cela est notamment le cas en ce qui concerne les politiques d'attractivité et d'investissements. Depuis le 20 juin 2017, le Kazakhstan participe aux travaux du comité de l'investissement de l'OCDE aux côtés d'Etats souhaitant instaurer « un environnement transparent et ouvert à l'investissement international », ainsi qu'à « favoriser la contribution positive des entreprises multinationales au progrès économique et social », selon les termes de l'OCDE. Cette coopération a permis la mise en place de deux examens de la politique d'investissement du Kazakhstan, de 2011 à 2012 puis de 2015 à 2017. Les conclusions et recommandations formulées par l'OCDE ont été mobilisées par la République d'Asie centrale dans le cadre des réformes économiques mises en place -évoquées supra- pour améliorer le climat des affaires et l'attractivité du pays (renforcement de la sécurité juridique des investissements, simplification des procédures administratives, etc.).

Les relations entre l'OCDE et le Kazakhstan sont également entretenues par diverses rencontres bilatérales, à l'image des rencontres entre le Président Tokaïev et le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, en 2022 lors de la visite du Président kazakhstanaï à Paris ou plus récemment encore en mars 2024, en marge du Forum de Boao pour l'Asie (BFA).

44 « Instruments juridiques de l'OCDE pour l'investissement international et le commerce des services », OCDE, consulté le 27 avril 2024

45 Traduction : érosion de la base d'imposition et transfert des bénéfices

46 « Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices », OCDE, consulté le 27 avril 2024

Au cours des vingt dernières années, le Kazakhstan a accéléré sa mise en cohérence avec les principes et normes de l'OCDE. Les réformes économiques et sociales impulsées au fil du temps et en coordination avec l'Organisation permettent de renforcer le modèle économique kazakhstanaï, d'accroître la compétitivité du pays et de rehausser le niveau de vie de la population. Il apparaît à cet égard que la propension de l'OCDE à nouer et entretenir des liens étroits avec le Kazakhstan n'a fait que renforcer la dynamique de réformes au Kazakhstan, le pays souhaitant avancer résolument sur le chemin de l'adhésion.

In fine, en tant que principal partenaire de l'OCDE en Asie centrale, le Kazakhstan joue un rôle de locomotive, offrant un exemple de coopération renforcée pour les autres pays de la région. Les efforts déployés par le Kazakhstan pour intégrer les principes et les normes de l'OCDE sont de nature à favoriser la transformation des autres économies d'Asie centrale. La coopération entre le Kazakhstan et l'Organisation a ainsi un potentiel d'entraînement significatif pour le développement économique et social de toute la région centrasiatique.

CONCLUSION

UN GÉANT EN DEVENIR

CONCLUSION

Neuvième plus grand pays du monde, le Kazakhstan se distingue par sa position géographique stratégique en Asie centrale et ses vastes ressources naturelles. Depuis son indépendance en 1991, le pays a réalisé des progrès significatifs tant sur le plan économique que politique. Au niveau régional, le Kazakhstan est aujourd'hui la locomotive économique de l'Asie centrale et le premier partenaire économique et commercial de l'Union européenne. Grâce à un secteur énergétique dynamique et à des ressources naturelles abondantes, le Kazakhstan attire aujourd'hui 70 % des flux d'investissements directs étrangers en Asie centrale, suscitant un vif intérêt de la part des investisseurs internationaux.

Tandis que le Kazakhstan déploie aujourd'hui un nouveau modèle économique, des défis persistent pour renforcer toujours plus la compétitivité de l'économie kazakhstanaise et s'assurer de sa diversification, tout en accordant une attention particulière aux enjeux de transition écologique. Ces défis sont autant d'opportunités à saisir pour stimuler l'innovation, investir dans les industries émergentes et renforcer la résilience de l'économie face aux chocs externes. Le maintien et l'accélération des efforts engagés sera un ingrédient clé de la réussite de la diversification de l'économie du Kazakhstan.

En matière de politique intérieure, l'élection du Président Kassym-Jomart Tokaïev en 2019 a permis d'impulser une dynamique de réformes tant économiques, sociales que politiques. Ces réformes visent à moderniser le système politique pour rendre la société plus démocratique et inclusive, à développer un nouveau modèle économique, ainsi qu'à renforcer les efforts en faveur de l'éducation et de la recherche. Engagé sur le chemin du progrès, le Kazakhstan gagnera à maintenir et à renforcer l'attention portée à l'amélioration du fonctionnement de ses institutions démocratiques, tout en poursuivant les efforts engagés en faveur de la transparence de l'action publique. La consolidation de l'indépendance de la justice et la mise en place de mécanismes efficaces de lutte contre la corruption sont des éléments clés de cette modernisation. Il s'agit pour le Kazakhstan de s'appuyer sur les avancées récentes pour continuer à renforcer l'État de droit et garantir les droits fondamentaux des citoyens, ce qui contribuera d'autant plus à accroître la confiance de la population dans les institutions publiques.

Fortement engagé en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale, le Kazakhstan entend également jouer un rôle clé à l'échelle internationale. Le pays se positionne comme un acteur de premier plan en s'engageant proactivement sur des sujets globaux parmi lesquelles la lutte contre le terrorisme, la médiation de conflits ou encore la coopération internationale en matière de lutte contre le changement climatique.

Cette dynamique, unique en Asie centrale, reflète l'engagement résolu du Kazakhstan dans la voie du progrès économique, politique et social. À travers des réformes ambitieuses et inédites dans l'histoire du pays, le Kazakhstan avance dans sa quête de modernisation, tout en préservant la richesse de son identité. Son influence diplomatique, son poids économique, ses ressources naturelles et sa richesse culturelle en font un partenaire incontournable pour de nombreuses nations à la recherche de collaborations dans cette région stratégique à bien des égards.

Le Kazakhstan se distingue enfin par la profondeur de sa relation avec l'OCDE. Partenaire

le plus actif de l'Organisation en Asie centrale, le Kazakhstan a noué des relations étroites avec l'OCDE pour améliorer la qualité et l'efficacité de ses politiques tant sociales, économiques qu'environnementales, participant activement aux différentes instances de coopération et de dialogue entre nations. Ce partenariat s'est matérialisé par la mise en œuvre des trois formats d'interaction formalisée avec l'OCDE : le Programme-pays, le mémorandum d'accord et le plan d'action. Ces initiatives témoignent de l'engagement du Kazakhstan à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales et à promouvoir une croissance économique équilibrée et inclusive.

À l'avenir, le Kazakhstan pourrait chercher à consolider davantage son statut de puissance économique régionale en intensifiant toujours plus ses liens avec des institutions telles que l'OCDE. Bien que la République d'Asie centrale soit déjà membre de nombreux organes de travail et signataire de plusieurs instruments juridiques de l'OCDE, un rapprochement plus étroit représenterait une étape décisive pour le Kazakhstan, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de croissance, de développement et de coopération régionale et internationale. Le cas échéant, en tant que premier pays d'Asie centrale à devenir membre de l'OCDE, le Kazakhstan pourrait non seulement renforcer son influence sur la scène mondiale mais aussi servir de modèle inspirant pour d'autres États de la région centrasiatique désireux de suivre une trajectoire similaire de développement et de progrès.

Puissance moyenne, le Kazakhstan est également un géant en devenir. Il convient de suivre attentivement ses mutations pour tirer pleinement parti des coopérations avec cette puissance régionale à l'ambition internationale, amenée à affirmer toujours plus son rôle dans le concert des nations.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
<i>Chapitre 1 : Le Kazakhstan, première puissance économique d'Asie centrale</i>	5
1. Un positionnement géographique stratégique	7
2. Le Kazakhstan, locomotive économique de l'Asie centrale	9
<i>Chapitre 2 : Des réformes majeures au service de la modernisation du pays</i>	15
1. Une modernisation du système politique pour une société toujours plus démocratique et inclusive	17
2. Vers un nouveau modèle économique	21
3. Des efforts accrus en faveur de l'éducation et de la recherche	24
4. Sur le chemin du progrès : les défis à relever pour l'avenir	27
<i>Chapitre 3 : Le Kazakhstan, un contributeur à l'agenda global</i>	29
1. Un engagement fort en faveur du multilatéralisme et de la coopération	31
2. Une mobilisation proactive sur les grands enjeux globaux et en faveur de la résolution des conflits	34
3. La nécessaire lutte contre le changement climatique	36
4. Etude de cas : le Kazakhstan et l'OCDE	39
Conclusion : Un géant en devenir	47

NOTES STRATÉGIQUES DE L'INSTITUT CHOISEUL

Nouvelle série

CSRD : s'en saisir pour mieux diriger
Audrey Leroy

Les Émirats Arabes Unis
Du softpower à l'influence globale
Samy Ghorbal

La pêche en France
Replacer la pêche au coeur d'une ambition maritime renouvelée
Geoffrey Dhellemmes

Le secteur privé et l'accueil collectif des jeunes enfants
Répondre aux besoins de l'enfant et du secteur de la petite enfance : analyses, enjeux et perspectives
Jean Spiri

Génération santé globale
Face aux nouveaux risques, quelles actions pour la santé des jeunes ?
Christophe Harrigan

IA : et si on se mettait au travail ? L'exemple du retail
Briac Piriou

Pour des entreprises françaises leaders de l'économie circulaire
Le levier collectif d'une transition réussie

Arabie saoudite 2.0
Opportunités pour les entreprises françaises
Anne Gadel

Cap sur un leadership à impact
Collectif

Cap sur un leadership inclusif
Collectif

Au coeur du bien-veillir
Sensibiliser, dépister, prioriser face à l'urgence cardiovasculaire
Paul Gadel

Cap sur un leadership responsable
Collectif

Du télétravail à l'open travail
Vers une organisation flexible et hybride
Christophe Harrigan

Préserver notre industrie de défense
Les voies d'une souveraineté européenne
François Mattens

Faire de la France une Solar Nation
Pascal Lorot

Repenser la souveraineté
Lorraine Tourniol du Clos

L'eau, un enjeu stratégique mondial
Jean-François Daguzan

Quels leaders pour demain ?
Pascal Lorot

Favoriser l'adoption du Cloud en France
Christian Saint-Étienne, Hubert Védrine et Aurélien Portuese

L'avenir de la réassurance post-Covid
Olivier Pastré et François-Xavier Albouy

INSTITUT CHOISEUL

L'Institut Choiseul est un *think and do tank* indépendant, non partisan et à but non lucratif. Il se dédie au décryptage des grands enjeux économiques et à la fédération de la jeune génération économique.

Pour alimenter le débat public et incarner les dynamiques économiques en cours, l'Institut Choiseul produit des *Notes Stratégiques*, des études ponctuelles et des classements de jeunes leaders. Pour fédérer et animer ses communautés, il déploie des événements de haut-niveau mêlant networking convivial, témoignages d'experts et de praticiens et échanges sur des sujets de prospective, sur différents territoires et verticales économiques, en France, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Au croisement de la communauté d'affaires et du cercle de réflexion, l'Institut Choiseul offre une plateforme aux décideurs économiques privés comme publics pour s'identifier mutuellement, se mettre en réseau, promouvoir leurs initiatives et réfléchir aux grandes tendances économiques de demain.

Institut Choiseul

12, rue Auber 75009 Paris, France
Tél. : +33 (0)1 53 34 09 93
Email : contact@choiseul.info

www.choiseul.info
www.choiseul-france.com



@instchoiseul



Institut Choiseul

Cette Note ne peut être vendue.

Dépôt légal : septembre 2024

ISBN : 978 2 4938 3921 3

Imprimé en France.

© Choiseul 2024. Tous droits réservés.

INSTITUT
CHOISEUL



9 782493 839213